

ENTRE ÉGALITÉ, ENGAGEMENT
ET CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT

Les avancées de la femme algérienne

La femme algérienne s'apprête aujourd'hui à fêter, à l'instar des autres femmes dans le monde, un date particulière, qu'est le 8 Mars. Au delà des oripeaux, et tous les messages dithyrambiques qui sont assenés à cette occasion, l'Algérie peut à tout égard s'enorgueillir d'avoir donné une importance particulière à la gente féminine, pour avoir la place quelle mérite au sein de notre société. Cette date constitue non seulement un moment de reconnaissance du combat historique des femmes pour leurs droits, mais également une occasion de dresser le bilan des acquis enregistrés en matière d'égalité, de participation économique et de contribution au développement national. P 3

● **Entrepreneuriat féminin : 218 486 de femmes inscrites au CNRC**



INDUSTRIE TEXTILE

**Le groupe GETEX
accélère son expansion**

Le Groupe public « GETEX Group » poursuit sa stratégie de développement sur le marché national en multipliant les initiatives visant à renforcer la présence du produit textile algérien et à rapprocher l'offre locale du consommateur. Cette dynamique s'inscrit dans la vision portée par le président-directeur général du groupe, Toufik Berkani, qui mise sur l'expansion du réseau commercial et la promotion de la production nationale.

P 2

INDICE DE RÉSILIENCE DES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES

**L'Algérie 1^{re} en Afrique
et 32^e au monde**

Le dernier rapport du Resilient Food Systems Index (RFSI) 2026, élaboré par Economist Impact en collaboration avec Cargill, met en lumière la progression de l'Algérie dans le domaine de la résilience alimentaire. Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des aléas climatiques de plus en plus fréquents, le pays parvient à se distinguer à l'échelle africaine. Selon cette étude, l'Algérie occupe désormais la première place sur le continent pour la robustesse de son système alimentaire.

P 5

FAO

**Hausse des prix
mondiaux des produits
alimentaires en février**

L'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'affiche en hausse en février 2026, atteignant 125,3 points, soit +0,9 % par rapport à janvier, a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié sur son site web. Il s'agit de la première hausse après cinq mois consécutifs de recul, précise l'organisation en expliquant cet accroissement mensuelle principalement par la hausse des prix des céréales, des huiles végétales et de la viande.

P 4

OUARGLA

**Dégel d'un projet de 3.000
places pédagogiques à
l'université Kasdi Merbah** P 2

INNOVATION ET NUMÉRIQUE

**Levier stratégique pour
l'économie algérienne** P 5

GHARDAÏA

**Plus de 11.700 touristes ont
visité la wilaya durant la
saison 2025/2026** P 4

OUARGLA
**Dégel d'un
projet de 3.000
places
pédagogiques à
l'université
Kasdi Merbah**

Un projet de réalisation de 3.000 places pédagogiques au profit de l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO) a été dégelé, dans le cadre des efforts pour appuyer le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a-t-on appris jeudi de ses responsables de l'université. Le recteur de l'UKMO, Pr. Mohamed Tahar Halilet, a indiqué que le projet vient consolider la capacité d'accueil et améliorer les conditions d'enseignement, afin de répondre à la demande croissante en matière d'encadrement pédagogique et d'améliorer le cadre pédagogique, en adéquation avec les exigences du développement local et régional. Et d'ajouter que la concrétisation de ce projet tend à soutenir l'attractivité de l'UKMO, à échelle régionale et internationale, et à ouvrir de nouvelles perspectives pour attirer les étudiants, y compris étrangers, renforçant ainsi son rayonnement académique et sa place dans la sphère universitaire internationale. La levée du gel sur le projet traduit la volonté des pouvoirs publics, centraux et locaux, d'accompagner les investissements dans l'enseignement supérieur et de consacrer l'université comme un pilier essentiel au soutien du développement global de la région.

INDUSTRIE TEXTILE

Le groupe GETEX accélère son expansion

Le Groupe public « GETEX Group » poursuit sa stratégie de développement sur le marché national en multipliant les initiatives visant à renforcer la présence du produit textile algérien et à rapprocher l'offre locale du consommateur.

Par Zahir R.

Cette dynamique s'inscrit dans la vision portée par le président-directeur général du groupe, Toufik Berkani, qui mise sur l'expansion du réseau commercial et la promotion de la production nationale. Dans ce cadre, la ville de Guelma a accueilli, le 4 mars 2026, l'ouverture officielle d'un nouveau magasin de l'enseigne « Jacket's Club », filiale commerciale du groupe. Cette inauguration, explique Getex dans un communiqué, constitue une nouvelle étape dans la politique d'expansion de GETEX à travers plusieurs wilayas du pays. En effet, le nouvel espace propose aux clients les dernières collections de vêtements modernes, conçues pour allier qualité des matières, élégance des designs et identité algérienne. À travers cette initiative, le groupe entend également soutenir la promotion du label « Made in Algeria » et encourager la consommation du produit national. L'ouverture du magasin a suscité un intérêt notable de la

part des consommateurs, venus découvrir les nouvelles collections qui reflètent l'esprit d'innovation et de renouvellement caractérisant le groupe. Getex Group a souligné que cette inauguration s'inscrit dans un plan national d'expansion plus large visant à renforcer la proximité avec les consommateurs à travers l'ouverture de nouveaux points de vente dans plusieurs régions du pays, notamment à Adrar, Tlemcen et Alger, ainsi que dans d'autres wilayas prochainement. À travers cette stratégie, GETEX ambitionne de consolider la présence de ses marques sur le marché national et de contribuer au développement du secteur textile et de l'habillement en Algérie. Parallèlement à cette dynamique commerciale, le groupe a également marqué sa présence au Salon national de la chaussure et du cuir 2026, organisé du 5 au 9 mars à Tlemcen. Cet événement économique vise à mettre en avant les capacités de l'industrie nationale dans le domaine des chaussures et des produits en cuir, tout en renforçant la visibilité du produit algérien sur les marchés

local et international. L'ouverture officielle du salon a été présidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, qui a visité les différents stands d'entreprises nationales. À cette occasion, le groupe GETEX a participé à travers sa filiale spécialisée « Leather Industry », qui a présenté une gamme variée de produits en cuir et de chaussures illustrant le savoir-faire industriel national. Pour GETEX, cette participation constitue également une opportunité de valoriser ses capacités industrielles et de développer de nouvelles perspectives de partenariat et d'exportation vers les marchés régionaux et internationaux. En renforçant sa présence commerciale et en participant aux événements économiques nationaux, le groupe confirme sa volonté de contribuer au développement des industries textile et du cuir en Algérie et de soutenir la diversification de l'économie nationale, notamment à travers la promotion des exportations hors hydrocarbures.

RAMADHAN

Le plan proactif du Gouvernement a permis la disponibilité de viandes importées à des prix régulés

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a annoncé, jeudi à Alger, que le plan proactif mis en place par le Gouvernement en prévision du mois de Ramadhan a permis d'enregistrer une disponibilité de viandes importées à des prix régulés, indique un communiqué du ministère. Lors de sa visite au salon "Ramadhan au Palais", organisé au Palais des expositions (Safex), où elle s'est enquis de l'opération d'approvisionnement en produits de large consommation et a pris

connaissance des réductions appliquées, la ministre a précisé que "le plan proactif adopté par le Gouvernement, en coordination avec les différentes instances concernées pour la préparation du mois de Ramadhan, a permis d'assurer une disponibilité des viandes importées de différents types et de mettre ce produit essentiel à la disposition du citoyen à des prix étudiés et régulés". A cette occasion, Mme Abdellatif a donné des instructions à l'entreprise Magros, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement, de manière à garantir la régulation

de la chaîne de distribution et la satisfaction des besoins des marchés tout au long du mois de Ramadhan, notamment pour les produits connaissant une forte demande durant cette période. Elle a également appelé à renforcer la coordination avec les agriculteurs et à leur permettre de commercialiser directement leurs produits aux consommateurs, ajoute la même source. La ministre a également effectué une visite de travail et d'inspection à la direction régionale du commerce de la wilaya d'Alger, où elle a suivi un exposé exhaustif pré-

senté par le directeur régional du commerce, Hocine Moumen, sur le fonctionnement de la direction et ses missions en matière d'organisation et de contrôle du marché. Dans ce cadre, Mme Abdellatif a insisté sur la nécessité d'améliorer la performance des fonctionnaires et des cadres et de mobiliser les moyens humains et matériels disponibles, afin d'assurer un service public de qualité répondant aux attentes des citoyens et des opérateurs économiques, conclut le communiqué.

R E.

MARCHÉS PUBLICS

Introduction du dépôt électronique des offres (JO)

Un arrêté du ministère des Finances a été publié au Journal officiel n 17, introduisant la possibilité pour les opérateurs économiques de déposer leurs offres de marchés publics via le portail électronique dédié. Selon cet arrêté signé le 4 février dernier par le ministre des Finances, fixant le contenu du portail et les modalités de sa gestion, le dépôt électronique des offres par les opérateurs économiques figure parmi les fonctionnalités assurées par le portail électronique des marchés pu-

blics. Les fonctionnalités du portail comprennent également l'inscription des services contractants et des opérateurs économiques, la recherche multicritère, la réception d'alertes sur les nouveautés, ainsi que la gestion des échanges de documents entre les services contractants et les opérateurs économiques, le chargement, le téléchargement, l'horodatage et la signature électronique des documents conformément à la législation en vigueur. Le téléchargement des documents d'appel à concurrence se fait "gra-

tuitement" sur le portail par les opérateurs économiques, est-il indiqué dans l'arrêté. Le portail assure en outre la publication des programmes prévisionnels des marchés publics à lancer, des marchés conclus au cours de l'exercice précédent, ainsi que des listes d'opérateurs exclus ou interdits de participation, tout en mettant à disposition les indices de prix, avis, textes législatifs et réglementaires et avis juridiques relatifs aux marchés publics. L'arrêté souligne par ailleurs que le

système d'information doit garantir l'intégrité et la confidentialité des documents échangés, la traçabilité des événements, l'interopérabilité des systèmes d'information et l'archivage électronique sécurisé des documents numérisés. "Les caractéristiques techniques du portail ne doivent pas être discriminatoires et ne peuvent constituer un obstacle à l'accès des opérateurs économiques aux procédures de passation", ajoute le même texte.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENTRE ÉGALITÉ, ENGAGEMENT ET CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT

Les avancées de la femme algérienne

La femme algérienne s’apprête aujourd’hui à fêter, à l’instar des autres femmes dans le monde, un date particulière, qu’est le 8 Mars. Au delà des oripeaux, et tous les messages dithyrambiques qui sont assenés à cette occasion, l’Algérie peut à tout égard s’enorgueillir d’avoir donné une importance particulière à la gente féminine, pour avoir la place quelle mérite au sein de notre société. Cette date constitue non seulement un moment de reconnaissance du combat historique des femmes pour leurs droits, mais également une occasion de dresser le bilan des acquis enregistrés en matière d’égalité, de participation économique et de contribution au développement national.

Par Réda Hadi

Depuis l’indépendance, l’Algérie a progressivement mis en place un cadre juridique et institutionnel visant à garantir les droits des femmes et à favoriser leur pleine participation à la vie publique. La Constitution algérienne consacre le principe d’égalité entre les citoyens et citoyennes, affirmant que tous sont égaux devant la loi sans discrimination. Cette orientation s’est traduite au fil des années par plusieurs réformes destinées à renforcer la place de la femme dans la société et à lever les obstacles qui entravent encore sa participation active dans différents domaines.

Dans le domaine politique, les femmes algériennes ont vu leur représentation progresser de manière notable. L’introduction de mécanismes favorisant l’accès des femmes aux assemblées élues a permis d’accroître leur présence au sein des institutions nationales et locales. Aujourd’hui, elles occupent des postes de responsabilité au sein du Parlement, des collectivités locales et de l’administration publique. Leur participation à la prise de décision constitue un indicateur important de l’évolution de la société algérienne vers une plus grande inclusion.

Les progrès enregistrés en matière d’éducation représentent également un acquis majeur. Les femmes algériennes sont aujourd’hui largement présentes dans les universités et les établissements d’enseignement supérieur. Dans de nombreuses filières, notamment dans les sciences, la médecine ou encore l’ingénierie, les étudiantes représentent une proportion significative des effectifs. Cette évolution témoigne de l’importance accordée à l’éducation des

filles et à leur accès aux savoirs, considéré comme un levier essentiel d’émancipation et de développement.

L’accès à l’emploi constitue un autre domaine dans lequel les femmes algériennes ont réalisé des avancées significatives. Leur présence s’est progressivement renforcée dans plusieurs secteurs d’activité, allant de l’enseignement et de la santé à l’administration, en passant par les services et l’entrepreneuriat. De plus en plus de femmes occupent des fonctions de direction et participent activement à la gestion d’entreprises ou d’institutions publiques.

L’entrepreneuriat féminin connaît d’ailleurs une dynamique notable ces dernières années. De nombreuses femmes se lancent dans la création de petites et moyennes entreprises, contribuant ainsi à la diversification de l’économie nationale et à la création d’emplois. Les dispositifs publics d’aide à l’investissement et à la création d’activités ont permis à un nombre croissant de femmes de concrétiser leurs projets professionnels, notamment dans les secteurs de l’agriculture, de l’artisanat, du commerce et des services.

Dans le domaine économique, la participation des femmes s’inscrit désormais comme un facteur essentiel de croissance et de développement. Leur contribution à la production nationale et à la création de richesses s’est progressivement renforcée, en particulier dans les secteurs émergents et dans l’économie locale.

Dans certaines régions, les initiatives féminines jouent un rôle déterminant dans la valorisation des produits du terroir, le développement de l’artisanat et la promotion du tourisme local.

L’État algérien a également mis en place plusieurs programmes visant à soutenir l’autonomisation économique des

femmes. Ces initiatives comprennent des mécanismes de financement, des formations professionnelles et des programmes d’accompagnement destinés à encourager l’esprit d’initiative et à faciliter l’accès des femmes au marché du travail.

Ces politiques publiques s’inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer l’inclusion économique et à valoriser les compétences féminines.

Par ailleurs, les femmes algériennes se distinguent également dans plusieurs domaines professionnels de haut niveau. Elles occupent aujourd’hui des postes importants dans la recherche scientifique, la médecine, la magistrature ou encore l’enseignement supérieur.

Leur présence dans ces secteurs témoigne du niveau élevé de qualification atteint par de nombreuses Algériennes et de leur contribution au progrès scientifique et intellectuel du pays.

Sur le plan social, les avancées enregistrées en matière de protection des droits des femmes constituent également un acquis important.

Les réformes législatives adoptées ces dernières années ont permis de renforcer la protection contre les différentes formes de violence et de discrimination.

Ces mesures traduisent la volonté des pouvoirs publics de garantir un environnement plus sûr et plus équitable pour les femmes.

La société civile joue également un rôle important dans la promotion des droits des femmes.

De nombreuses associations œuvrent à la sensibilisation, à l’accompagnement des femmes en difficulté et à la promotion de leur participation dans la vie économique et sociale.

Ces initiatives contribuent à renforcer la culture de l’égalité et à encourager l’engagement citoyen.

La femme

algérienne s’est également illustrée dans le domaine culturel, artistique et sportif.

Dans la littérature, le cinéma, la musique ou encore les arts plastiques, de nombreuses créatrices participent activement au rayonnement culturel du pays.

Dans le sport, plusieurs athlètes algériennes ont porté haut les couleurs nationales dans des compétitions internationales, démontrant leur talent et leur détermination.

Malgré ces avancées, les défis restent encore nombreux.

L’amélioration de l’accès à l’emploi, la réduction des inégalités économiques et la promotion de l’entrepreneuriat féminin demeurent des priorités pour les années à venir.

Le renforcement de la formation professionnelle et l’adaptation des politiques publiques aux nouvelles réalités économiques constituent également des axes essentiels pour consolider les acquis et ouvrir de nouvelles perspectives aux femmes.

La célébration du 8 mars en Algérie est ainsi l’occasion de rappeler le chemin parcouru, mais aussi de renouveler l’engagement en faveur de l’égalité et de l’émancipation des femmes.

La participation active des femmes à la vie économique, sociale et politique représente un levier fondamental pour le développement durable du pays.

En définitive, les acquis réalisés par les femmes algériennes témoignent d’une évolution progressive vers une société plus inclusive et plus équilibrée.

Leur contribution au développement national, leur présence croissante dans les différents secteurs d’activité et leur engagement dans la vie publique illustrent le rôle essentiel qu’elles jouent dans la construction de l’Algérie d’aujourd’hui et de demain.

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

218 486 de femmes inscrites au CNRC

La participation des femmes à l’activité économique se renforce en Algérie : le nombre de commerçantes inscrites au registre de commerce a progressé de 37% depuis la fin de l’année 2019, témoignant d’un essor significatif de l’entrepreneuriat féminin au cours des six dernières années.

Selon les statistiques recueillies par l’APS auprès du Centre national du registre du commerce (CNRC), le nombre de femmes commerçantes a atteint 218.486 à la première semaine de mars 2026, contre 159.807 au 31 décembre 2019.

Parmi ces inscriptions, 194.443 concernent des personnes physiques, tandis que 24.043 concernent des personnes morales (gérantes d’entreprises), selon les mêmes données qui ne prennent pas en compte les professions libérales, les activités agricoles et

les métiers traditionnels, régis par un cadre législatif spécifique.

S’agissant des activités les plus exercées par les commerçantes personnes physiques, le bilan du CNRC précise que le commerce de détail alimentaire arrive en tête, avec 17,06 % de l’ensemble des activités, suivi par le commerce de l’habillement, des bijoux et des cosmétiques (10,60 %).

Les services liés à l’hébergement et à la restauration occupent la troisième position (7,04 %), tandis que le commerce de détail d’outils et fournitures pour les activités sportives et de divertissement, ainsi que les équipements de bureau et articles artistiques, représente 6,18 %.

Par ailleurs, les activités liées au transport et aux services annexes enregistrent une part de 6,03 %, et le commerce de détail de fournitures, d’équi-

pements et d’articles d’ameublement domestique représente 4,22 % des activités exercées.

Concernant les femmes inscrites en tant que personnes morales, les gérantes d’entreprises actives dans la production, la fabrication ou la transformation liées aux matériaux de construction, aux travaux d’architecture, aux grands travaux publics et aux équipements thermiques industriels arrivent en tête (8,49 %).

Elles sont suivies des bureaux d’études, de consultations et d’assistance (8,04 %), des activités culturelles et de divertissement, y compris médias et publicité (5,71 %), des services liés au transport et services annexes (4,87 %), de la location de structures et équipements à usage professionnel ou domestique (3,43 %), ainsi que de l’installation et la réparation d’équipements industriels et do-

mestiques (2,97 %).

Le bilan du CNRC concernant la répartition des registres de commerce détenus par des femmes, qu’il s’agisse de personnes physiques ou morales, montre une forte concentration dans les principaux pôles économiques et urbains du pays.

Alger se hisse ainsi en tête du classement avec 26.648 registres, représentant 12,2 % du total national, suivi d’Oran (14.267 registres, 6,5 %), Tizi Ouzou (8.713 registres, 4 %), Constantine (7.627 registres, 3,5 %), Blida (6.587 registres, 3 %) et Sidi Bel Abbès (6.483 registres, 3 %).

Globalement, les femmes représentent actuellement 9 % du nombre total des commerçants inscrits au CNRC, qui s’élève à 2.422.953 au début de ce mois de mars.

Par R E.

GHARDAÏA
Plus de 11.700
touristes ont visité la
wilaya durant la
saison 2025/2026

Plus de 11.700 touristes, dont 3.729 étrangers, ont visité la wilaya de Ghar-daïa durant la saison du tourisme saharien 2025/2026, selon la Direction locale du tourisme et de l'artisanat. Ils se sont intéressés notamment aux anciens ksour, dont certains sont classés au patrimoine matériel de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), avec leur cachet urbanistique singulier, alliant patrimoine architectural authentique et nature envoûtante. Trente-deux (32) établissements hôteliers totalisant une capacité de plus de 2.600 lits ainsi que 57 auberges de jeunes totalisant 1.450 lits sont mis à leur disposition, sans compter les établissements relevant des œuvres sociales, à l'instar du Centre de repos des Moudjahidine, du Centre des travailleurs de la Poste et des Télécommunications et du Centre de repos de la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), a fait savoir le directeur de wilaya du secteur, Saâd Merriah. Autre formule d'accueil touristique, l'hébergement chez l'habitant, avec 21 résidences à travers la wilaya, offrant au touriste toutes les commodités et services nécessaires, a-t-il ajouté en signalant que ces sites d'accueil se caractérisent généralement par leur architecture inspirée du patrimoine de la région, contribuant ainsi à la promotion du patrimoine culturel local. Le tourisme représente un des leviers du développement dans cette wilaya qui renferme divers atouts touristiques lui conférant une place de choix dans le tourisme saharien, en tant que porte du désert, des oasis et des ksour anciens disséminés dans le Sud, et constituant une voie d'accès vers les wilayas du Sud et de l'extrême Sud.

SOLIDARITÉ RAMADHAN

Le CRA lance une campagne nationale de don de sang

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé une campagne nationale de don de sang en coordination avec les établissements hospitaliers et les centres de transfusion sanguine (CTS), et ce, dans le cadre de la poursuite de son programme de solidarité pour le mois sacré de Ramadhan, indique jeudi un communiqué du CRA. Cette campagne, dont les activités ont été lancées via les comités communaux et de wilaya du CRA, a "été déployée sur le terrain dans l'ensemble des wilayas d'Alger, Annaba, Oran, Médéa, Tiaret, Khenchela, Sétif, Tlemcen, Mostaganem, Béni Abbès, Djelfa et Béchar, avant de s'étendre à toutes les wilayas et communes

du pays", précise le communiqué. Cette initiative qui vise à "renforcer les stocks de sang et à répondre aux besoins des patients dans les cas urgents, s'inscrit aussi dans la série d'initiatives sanitaires par lesquelles le CRA tend à promouvoir la prise en charge sanitaire des citoyens à travers toutes les wilayas du territoire national", ajoute le communiqué. A cette occasion, le CRA souligne "l'importance de la participation de l'ensemble des citoyennes et citoyens à cette initiative nationale, en consécration des valeurs d'entraide et de solidarité sociale, afin de faire du mois de ramadhan une véritable occasion de don et d'engagement au service de la société et de la patrie".

FAO

Hausse des prix mondiaux des produits alimentaires en février

L'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'affiche en hausse en février 2026, atteignant 125,3 points, soit +0,9 % par rapport à janvier, a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié sur son site web. Il s'agit de la première hausse après cinq mois consécutifs de recul, précise l'organisation en expliquant cet accroissement mensuelle principalement par la hausse des prix des céréales, des huiles végétales et de la viande. Les prix des céréales ont augmenté de 1,1 % par rapport à janvier, tirés notamment par la hausse du blé qui s'est accru de 1,8% en février, en raison des risques climatiques en

Europe et aux Etats-Unis ainsi qu'aux tensions logistiques dans la région de la mer Noire. Les prix des céréales secondaires (orge, maïs avoine...) ont eux aussi augmenté quoique plus modérément. Les huiles végétales ont fortement progressé (+3,3 %), atteignant leur plus haut niveau depuis juin 2022, soutenues par la demande mondiale d'huile de palme et de soja. Les prix des viandes ont également augmenté (+0,8 %), tirés par la hausse des viandes bovine et ovine, cette dernière atteignant un niveau record en raison d'une offre limitée en Océanie -principale source d'exportation mondiales- dans un contexte de demande mondiale stable.

A l'inverse, les produits laitiers ont enregistré une baisse de 1,2% par rapport à janvier et de 19,2 % sur un an. La baisse s'explique par le recul continue des prix du fromage, notamment en Europe, lié à une disponibilité du lait, a une demande extérieure plus faible et à une concurrence internationale accrue. Par ailleurs, les prix du lait écrémé et du lait entier en poudre se sont accrus soutenus par la reprise de la demande ainsi que par le ralentissement saisonnier de la production en Nouvelle Zélande. Le sucre a enregistré la plus forte baisse (-4,1 %) par rapport à sa valeur en janvier, tombant à son plus bas niveau depuis octobre 2020 sous l'effet d'anticipations d'une offre mondiale abondante.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Organisation de la première édition de l’iftar annuel des acteurs de la jeunesse CSI

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a présidé, vendredi soir à Alger, la première édition de l'iftar annuel des acteurs de la jeunesse, placée sous le slogan "Participation active de la jeunesse à la cohésion nationale pour l'Algérie victorieuse". Organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, cette rencontre s'est déroulée en présence du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, M. Mustapha Saïdj, de membres du Gouvernement et de représentants de divers secteurs et instances nationales. S'exprimant à cette occasion, M. Hidaoui a précisé que l'Algérie connaît une dynamique qui exige de "renforcer le front intérieur tout en s'inspirant des aïeux qui ont cru en la patrie et déclenché la glorieuse Révolution de Novembre". Rappelant "la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui attache une grande importance à l'autonomisation des jeunes, en veillant à les placer au cœur de cette dynamique pour en faire un levier de l'action nationale commune", le ministre a souligné que cette démarche se traduit par "les engagements des secteurs gouvernementaux envers les jeunes". L'organisation de cette rencontre vise à "conforter ces convictions nationales chez les jeunes" et à "promouvoir les valeurs de solidarité et d'entraide

entre les Algériens", a-t-il dit, avant de mettre en avant le rôle du CSJ en tant qu'"organisation juvénile qui croit en la participation active, notamment sur le plan économique, au sein d'un écosystème solide, joignant ses efforts à d'autres secteurs, tels que celui de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises". Chargé par le président de la République, M. Saïdj a appelé, dans son intervention, la jeunesse algérienne à "marcher sur les traces des chefs de la glorieuse Révolution de libération, dont la moyenne d'âge était de 26 ans au moment de la rédaction de la Proclamation du 1er Novembre", à l'image de

"Mohamed Boudiaf, membre du Groupe des 22, dont ce complexe porte le nom". Cet iftar collectif, réunissant plus de 2.000 jeunes issus des différentes wilayas du pays et de la communauté nationale établie à l'étranger, a été marqué par la projection d'une vidéo mettant en lumière la cohésion et la fraternité entre le peuple et son armée et d'une autre passant en revue les efforts du CSJ et ses initiatives en faveur de l'autonomisation des jeunes et du renforcement de leur participation à la vie publique.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 04 مارس 2026 الموافق لـ 14 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Mars 2026 (14 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	56	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	99	73	الطماطم	
	Oignon sec	77	84	69	البصل الجاف	
	Ail sec	978	1070	887	الثوم الجاف	
	Carotte	96	108	85	الجزر	
	Navet	107	118	96	اللفت	
	Choux fleur	126	141	111	قرنبيط	
	Choux	98	109	86	الكرنب	
	Courgette	125	139	111	الكوسة	
	Haricot vert	509	543	476	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	210	228	192	الخس		
Fruits frais	Mandarine	214	250	178	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	169	205	133	البرتقال	
	Citron	151	173	130	الليمون	
	Pomme locale	411	493	330	التفاح المحلي	
	Datte	511	646	376	التمر	
	Banane	494	519	468	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1952	2095	1809	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	412	426	398	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

INDICE DE RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

L’Algérie 1^{er} en Afrique et 32^e au monde

Le dernier rapport du Resilient Food Systems Index (RFSI) 2026, élaboré par Economist Impact en collaboration avec Cargill, met en lumière la progression de l’Algérie dans le domaine de la résilience alimentaire. Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, des perturbations des chaînes d’approvisionnement et des aléas climatiques de plus en plus fréquents, le pays parvient à se distinguer à l’échelle africaine. Selon cette étude, l’Algérie occupe désormais la première place sur le continent pour la robustesse de son système alimentaire.

Par Selma R.

À l’échelle mondiale, l’Algérie se classe à la 32^e position sur les 60 pays évalués, avec un score global de 64,66 points sur 100. Ce résultat la place légèrement au-dessus de la moyenne mondiale et lui permet de devancer les principales économies africaines. L’Afrique du Sud se situe ainsi au 38^e rang avec 62,65 points, tandis que l’Égypte occupe la 39^e position avec un score de 62,18 points. Ces trois pays constituent aujourd’hui le groupe de tête du continent et sont les seuls à dépasser le seuil des 60 points, niveau considéré par les analystes comme révélateur d’un système alimentaire relativement résilient face aux chocs économiques, climatiques ou logistiques. Cette performance s’inscrit dans une tendance plus large qui traduit les efforts entrepris ces dernières années pour renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le classement du RFSI repose sur une analyse approfondie de 71 indicateurs, regroupés autour de quatre piliers principaux qui permettent d’évaluer la solidité d’un système alimentaire. Le premier pilier concerne l’accessibilité financière des aliments. Il mesure la capacité des populations à se procurer des produits alimentaires à des prix raisonnables malgré les fluctuations économiques. Dans ce domaine, les politiques de soutien aux produits de base et les mécanismes de régulation des prix contribuent à préserver le pouvoir d’achat des ménages et à limiter les effets de l’inflation sur l’alimentation. Le deuxième pilier porte sur la disponibilité

des produits alimentaires. Il s’agit d’évaluer la capacité d’un pays à garantir un approvisionnement régulier en denrées, qu’elles soient issues de la production nationale ou des importations. Dans le cas de l’Algérie, la gestion des stocks stratégiques, l’organisation des circuits d’approvisionnement et les mesures de régulation du marché jouent un rôle important pour maintenir une présence constante des produits alimentaires. Le troisième pilier concerne la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Il examine les normes appliquées en matière de contrôle sanitaire, de traçabilité et de qualité nutritionnelle. Malgré les crises successives qui ont affecté l’économie mondiale, l’Algérie s’efforce de maintenir des standards de sécurité alimentaire permettant de protéger la santé des consommateurs. Enfin, le quatrième pilier analyse la capacité de réponse aux risques climatiques. Ce volet évalue la préparation des systèmes agricoles face aux effets du changement climatique, notamment les sécheresses, les variations de température ou la pression croissante sur les ressources naturelles. Dans ce domaine, les experts estiment que des efforts supplémentaires seront nécessaires au cours de la prochaine décennie, en particulier dans la gestion durable de l’eau et l’adaptation des pratiques agricoles. Si l’Algérie se positionne aujourd’hui légèrement au-dessus de la moyenne mondiale, le rapport met également en évidence l’ampleur des écarts entre les pays africains. Le Ghana, quatrième du continent dans ce classement, n’occupe que la 46^e place mondiale. Plus loin encore, des pays comme le Nigeria, classé 57^e,

ou la République démocratique du Congo, qui ferme le classement à la 60^e position, présentent des niveaux de vulnérabilité élevés. Ces situations sont souvent liées à des déficits d’infrastructures agricoles, à des difficultés d’accès aux marchés ou à une forte exposition aux effets du changement climatique. Malgré son leadership continental, l’Algérie reste encore à distance du groupe de tête mondial, dominé par plusieurs pays européens. Le Portugal arrive en première position avec un score de 76,83 points, suivi de près par la France et le Royaume-Uni. Ces pays disposent de systèmes agricoles hautement intégrés, soutenus par des infrastructures logistiques avancées et des politiques climatiques structurées. Pour se rapprocher de ce niveau de performance, les spécialistes soulignent l’importance de poursuivre les investissements dans l’innovation agricole, la modernisation des infrastructures et la gestion durable des ressources naturelles. L’amélioration de l’efficacité de l’irrigation, l’introduction de technologies agricoles plus performantes et le renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires apparaissent comme des leviers essentiels. Ce classement confirme néanmoins que l’Algérie a su renforcer la solidité de son système alimentaire au cours des dernières années. Dans un environnement mondial marqué par l’incertitude, cette progression contribue à positionner le pays comme l’un des pôles de stabilité alimentaire du continent africain et comme un acteur de plus en plus engagé dans la consolidation de sa souveraineté alimentaire.

INNOVATION ET NUMÉRIQUE

Levier stratégique pour l’économie algérienne

Des experts et des chefs d’entreprise ont mis en avant, à Alger, les importantes potentialités de croissance dont dispose l’économie algérienne, d’où la nécessité d’accélérer le processus de transformation numérique afin de renforcer les perspectives de diversification économique. Lors d’une rencontre économique tenue jeudi soir, les participants ont unanimement estimé que l’exploitation des facteurs prometteurs de croissance de l’économie algérienne requiert le renforcement de l’innovation et le développement des compétences humaines afin de soutenir la compétitivité des entreprises sur les marchés intérieur et extérieur. Dans ce contexte, le directeur général du cabinet de conseil "Algeria Green Service", organisateur de l’événement, Nazim Sini, a insisté sur l’importance de la dynamique de la consommation intérieure et de la croissance de plusieurs secteurs, notamment l’agroalimentaire, l’industrie, le transport et l’agriculture. Selon l’intervenant, le marché algérien des biens de consommation demeure attractif et appelé à davantage de crois-

sance, soutenu par des facteurs démographiques et urbains, ainsi que par l’amélioration du pouvoir d’achat et l’évolution des comportements de consommation. Dans son intervention, le directeur général de l’entreprise Djazzy, Boumediene Senouci, a souligné que la transformation numérique constitue un moteur fondamental du développement économique, mettant en avant le rôle des opérateurs de téléphonie mobile dans la fourniture de services de connexion à internet et de transfert de données, deux éléments clés de cette dynamique. L’entreprise Djazzy a œuvré au renforcement du réseau de télécommunications et au déploiement des nouvelles technologies, notamment la 5G, actuellement en cours de déploiement à grande échelle, tout en développant des solutions numériques destinées aux entreprises, telles que le cloud computing, les infrastructures numériques et l’intelligence artificielle, a-t-il relevé. L’entreprise se focalise sur le partenariat avec les start-up pour développer des solutions technologiques innovantes, ce qui contribuera à valoriser

les compétences locales et à renforcer la dynamique de l’économie numérique, a ajouté le même responsable, soulignant qu’il sera procédé, dans ce sens, au lancement d’un programme destiné aux étudiants au niveau de 18 wilayas, basé sur le soutien à l’innovation, à la technologie et à l’accompagnement des initiatives juvéniles. Pour sa part, le président du Groupe algérien des acteurs du numérique (GAAN), Hachemi Benali, a souligné que l’intelligence artificielle constitue désormais un outil d’appui à la prise de décision et au renforcement des capacités humaines, affirmant que l’Algérie dispose de compétences d’ingénierie qualifiées, capables de contribuer au développement du secteur des services numériques. Il a indiqué, en outre, que certaines entreprises algériennes activant dans le secteur de la technologie ont réellement réussi à se positionner sur les marchés internationaux, notamment en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, où elles continuent d’exporter leurs services à un niveau concurrentiel.

Synthèse R E.

PROMOTION DU TOURISME INTÉRIEUR ET DE L’AVENTURE

Création d’un club à Oran

L’Association des jeunes pour l’échange touristique d’Oran a pris l’initiative, récemment, de créer un club dédié à la promotion du tourisme intérieur et des activités d’aventure, afin de contribuer à ancrer chez les jeunes une culture de l’exploration et de l’aventure responsable, a-t-on appris, samedi, auprès de l’association. Le nombre d’adhérents à ce club, baptisé "Alpha pour les aventures", destiné à la tranche d’âge de 17 à 23 ans, dépasse déjà 50 jeunes, dont la majorité sont des étudiants universitaires intéressés par les métiers du tourisme et la promotion des services touristiques en Algérie, a indiqué le président de l’association, Rachid Harkous. Cette initiative vise à renforcer l’esprit de citoyenneté chez les adolescents et à les prémunir contre divers fléaux sociaux, tout en leur offrant des formations dans plusieurs domaines liés au tourisme, notamment le guidage touristique, les premiers secours, le camping, les randonnées et les activités d’aventure, a ajouté la même source. Le club "Alpha pour les aventures", présidé par le jeune Beznassi Redouane, constitue un espace réunissant les passionnés d’aventure et d’exploration, permettant de faire découvrir les richesses naturelles et historiques dont l’Algérie recèle, et ce, à travers l’organisation de sorties, de camps et de randonnées dans les forêts et les zones montagneuses, a-t-on expliqué. La première sortie du club a été organisée, durant ce mois sacré de Ramadan, avec un Iftar collectif sur la plage de Sidi-Madjdoub à Mostaganem, suivi de la visite de certains sites touristiques dont regorge la wilaya. APS

SOUK AHRAS /ÉPURATION DES EAUX USÉES

Réouverture de la station de la commune de Henancha “en mai prochain”

La station d’épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Henancha (15 km au nord de Souk Ahras), en cours de réhabilitation et d’extension, sera remise en service "en mai prochain", a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des ressources en eau. Le chef du service de l’assainissement de la même direction, Mohamed Gabsi, a précisé à l’APS que ce projet, fruit d’un investissement public de 410 millions de dinars, consenti dans le cadre des PSD (programmes sectoriels décentralisés), "vise principalement à protéger les eaux du barrage d’Ain Dalia contre la pollution et à prévenir les maladies hydriques". Ajoutant que le taux d’avancement des travaux avait dépassé les 70 %, M. Gabsi a indiqué que cette station sera "dotée d’équipements mécaniques et électromécaniques en prévision de la phase d’essais préliminaires prévue en avril prochain". Les eaux traitées par cette STEP à raison de 1.000 m3/jour bénéficieront à l’activité agricole dans toute la région, en irriguant quelque 100 hectares de terres agricoles, a encore ajouté le même responsable, précisant que la gestion de cette STEP, qui s’ajoute aux équipements similaires opérationnels dans les communes de Sedrata et de Souk Ahras, sera du ressort de l’Office national de l’Assainissement (ONA).

APS

TISSEMSILT

Plus de 85 guides touristiques bénéficient du certificat de qualification professionnelle

Plus de 85 guides touristiques de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié d'un certificat de qualification professionnelle en tourisme, dans le cadre de la convention conclue entre la direction du Tourisme et de l'Artisanat et la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette dernière.

Le chef du service de l'apprentissage, de la formation continue et du partenariat à la direction, Boualem Youcefi a souligné que cette session de formation, organisée récemment sous la supervision de cadres des deux directions, s'est tenue à l'Institut de formation professionnelle "Tadjeddine Hamed Abdelouahab" dans la commune de Tissemsilt. Elle s'est déroulée sur une durée de 10 jours et s'est conclue par la remise d'attestations de formation au profit des guides touristiques exerçant au sein des agences de tourisme de la wilaya.

M. Youcefi a ajouté que cette formation, qui a porté sur plusieurs modules, comportait notamment un volet juridique relatif à l'organisation de l'activité de guide touristique, ainsi qu'une présentation des atouts touristiques et archéologiques dont recèle la région de l'Ouarsenis. L'objectif est d'encadrer l'activité des guides, de lui conférer un cadre légal et de soutenir le développement du tourisme dans la région.

Le même responsable a souligné que cette initiative de formation a suscité un vif intérêt et une forte participation des guides touristiques de la wilaya, ce qui devrait encourager les responsables des secteurs de la formation professionnelle et du tourisme à organiser d'autres sessions de formation à l'avenir.

APS

ILLIZI

Les “Journées des métiers”, une opportunité d’attirer les jeunes vers la formation

Les "Journées des métiers", une manifestation d'information organisée les 6 et 7 mars courant dans la wilaya d'Illizi, sont une opportunité de valoriser les différentes offres et spécialités de formation proposées par le secteur de la formation professionnelle en vue d'attirer les jeunes vers la formation, a-t-on appris samedi des organisateurs.

Cette manifestation a pour but de promouvoir l'attractivité du secteur auprès des jeunes sans qualification et de les orienter vers les spécialités professionnelles à forte demande, à l'instar du bâtiment et travaux publics, l'agriculture, la numérisation, l'industrie pétrolière et autres spécialités répondant aux besoins du marché du travail, a indiqué à l'APS le directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Youcef Hamdani.

Elle est organisée sous forme d'espaces dédiés à la présentation des produits et

des innovations des stagiaires de la formation professionnelle, à la présentation de la carte de formation et ses perspectives et à l'orientation des jeunes vers le monde de l'entrepreneuriat et la création de micro entreprises.

A ce propos, un des stagiaires de l'institut national spécialisé de la formation professionnelle d'Illizi, Abdelkrim Mekkar, dans la spécialité d'installation et maintenance de panneaux photovoltaïques, a justifié son choix par sa conviction de l'importance de cette spécialité dans la wilaya qui dispose de grandes ressources dans le do-

main de l'énergie solaire. Et ajouter qu'il ambitionne, au terme de sa formation, de monter une start-up dans le domaine, en tirant avantage des mécanismes de soutien mis en place par l'Etat en direction des jeunes porteurs de projets.

Le directeur du secteur a souligné que les Journées des métiers sont organisées dans les différentes communes de la wilaya, en vue de rapprocher les prestations d'orientation des jeunes et leur présenter les perspectives et offres de formation.

APS

OUM EL BOUAGHI

170 millions DA pour des projets de développement à Ain Beida

Une enveloppe financière de 170 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets de développement dans la commune d'Ain Beida (26 km à l'est d'Oum El Bouaghi), a-t-on appris jeudi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Fathi Hamlaoui.

Le même élu a précisé à l'APS

que cette enveloppe financière a été dégagée dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales de l'exercice 2026. Il s'agit de la réalisation de projets d'amélioration urbaine dans les cités "4e site", " Belle vue ", " Saïdi Djemoui ", " 80 logements " et " route de Meskiana ", a pré-

cisé M. Hamlaoui. Dans la partie Nord de la commune d'Ain Beida, un château d'eau (40 m3) et un bassin de décantation des eaux usées seront réalisés en plus d'un réseau d'assainissement à la cité " El Manar ", selon la même source. L'agglomération de " Bir Ouenasse " dans la même commune a bénéficié de nombre de projets portant, notamment sur

APS

SAÏDA

810 millions de dinars pour la concrétisation de plusieurs opérations de développement

Une enveloppe financière de 810 millions de dinars a été allouée pour la réalisation de plusieurs opérations de développement dans la commune de Saïda (wilaya de Saïda), a-t-on appris, jeudi, auprès du chef de daïra de cette collectivité. Mohamed Boubetra a précisé qu'il s'agit de la concrétisation de 25 opérations de développement, dotées d'un budget de 430 millions de dinars, dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique des communes pour l'année 2026, outre 14 autres opérations inscrites dans le programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'année en cours, pour un montant estimé à 380 millions de dinars. Les

opérations de développement programmées dans le cadre de ces deux programmes concernent plusieurs secteurs, notamment les travaux publics, la santé et la population, l'éducation, la jeunesse et les sports, l'urbanisme, l'architecture et la construction, a fait savoir la même source. Parmi ces projets figurent l'aménagement des routes des principaux axes dans les quartiers Ezzitoun et le lotissement Soummam 1 sur une distance de 2 km, ainsi que la réhabilitation de la salle de soins du quartier Boukhors. Il est également prévu la réalisation de plusieurs terrains de football de proximité revêtus en gazon synthétique dans les quartiers Commandant-Mejdoub, Dhahr Echeikh et

Boukhors. Les opérations programmées comprennent aussi l'aménagement de certaines écoles primaires dans la ville de Saïda, notamment celles nécessitant la réparation des toitures, des réseaux électriques, la peinture, les conduites d'eau et le chauffage, en plus du renforcement du réseau d'éclairage public le long des principales artères. Le même responsable a indiqué que les services de la commune s'emploient actuellement à finaliser toutes les procédures administratives nécessaires avant le lancement des travaux, lesquels visent principalement à améliorer le cadre de vie des habitants.

APS

TIZI-OUZOU

Lancement prochain de travaux d’aménagement urbain

Des travaux d'aménagement urbain seront incessamment lancés au niveau de la ville de Tizi-Ouzou dans le cadre d'un vaste programme visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, rapporte vendredi un communiqué de l'Assemblée populaire communale (APC) du chef-lieu de wilaya.

Le président de l'APC de Tizi-Ouzou, Hacene Gana, a procédé mardi dernier à l'installation des cinq entre-

prises chargées de la réalisation de travaux de réhabilitation et d'aménagement urbain au niveau de la partie Est de la ville, a-on informé. Les travaux toucheront un axe névralgique du chef-lieu de Tizi-Ouzou, s'étendant du CHU Nedir-Mohamed jusqu'à la localité d'Azib-Ahmed. Le programme prévoit l'aménagement des trottoirs de l'hôpital Nedir-Mohamed jusqu'au village Azib-Ahmed, ainsi que la réhabilitation des

sections dégradées en béton bitumineux, la longue du tracé. Il s'agira également de la modernisation du carrefour 20-Avril qui bénéficiera de la réfection et du renforcement de l'éclairage public, de la signalisation horizontale et verticale ainsi que de l'installation de feux tricolores. Des travaux de réhabilitation et d'embellissement, d'aménagement des îlots latéraux et des espaces verts avec

création de passage pour piétons sont également projetés au niveau du pont 20-Avril, à-t-on précisé. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de l'APC visant à requalifier les entrées de la ville et à embellir l'image urbaine de la cité, tout en améliorant la fluidité du trafic routier, souligne-t-on de même source.

Agence

L'embargo pétrolier de Trump oblige Cuba à prendre des mesures d'urgence pour éviter une catastrophe

L'administration Trump a menacé d'imposer des droits de douane à tout pays vendant du pétrole au gouvernement cubain.

Par Jake Johnson (*)

La décision de l'administration Trump de renforcer l'étranglement américain de l'économie cubaine, qui dure depuis des décennies, en privant l'île de sa plus grande source de pétrole, a plongé le pays dans une crise énergétique qui s'aggrave rapidement, obligeant le gouvernement à prendre des mesures d'urgence de grande envergure pour éviter une catastrophe, allant de la réduction des services de transport à la diminution des heures de travail et d'école. « Nous n'allons pas nous effondrer », a déclaré Oscar Perez-Oliva Fraga, vice-Premier ministre cubain, dans un discours présentant les mesures d'urgence prises à la fin de la semaine dernière, alors que les responsables de la Maison Blanche, dont le secrétaire d'État Marco Rubio, un faucon de longue date à l'égard de Cuba, faisaient pression pour renverser le gouvernement cubain avant la fin de l'année. Le Wall Street Journal a rapporté à la fin du mois dernier que l'administration du président Donald Trump était « enhardie » par l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro et qu'elle était désormais « à la recherche d'initiés du gouvernement cubain susceptibles de l'aider à conclure un accord pour renverser » le gouvernement du président cubain Miguel Díaz-Canel, qui s'est déclaré ouvert à des discussions

avec les États-Unis, mais pas sous la contrainte économique. « L'administration Trump a estimé que l'économie cubaine était proche de l'effondrement et que le gouvernement n'avait jamais été aussi fragile après avoir perdu un bienfaiteur essentiel en la personne de Maduro », a noté le journal. « Les responsables n'ont pas de plan concret pour mettre fin au gouvernement communiste qui détient le pouvoir sur l'île des Caraïbes depuis près de sept décennies, mais ils considèrent la capture de Maduro et les concessions ultérieures de ses alliés comme un modèle et un avertissement pour Cuba. » Depuis l'enlèvement de Maduro début janvier, l'administration Trump s'est engagée à empêcher tout pétrole ou argent vénézuélien d'atteindre Cuba et a menacé d'imposer des droits de douane à tout pays vendant du pétrole au gouvernement cubain. Le Venezuela était auparavant le plus grand fournisseur de pétrole de Cuba, ayant livré à l'île environ 70 000 barils de pétrole brut et de produits raffinés l'année dernière. Dans un décret signé le 29 janvier, Trump a déclaré – de manière risible – que Cuba « constituait une menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité nationale des États-Unis. La guerre économique de plus en plus agressive menée par l'administration Trump a été désastreuse pour le peuple cubain, qui a toujours été la principale victime du blocus américain illégal et condamné par la communauté interna-

tionale. « Les arrêts de bus sont vides et les familles se tournent vers le bois et le charbon pour cuisiner, vivant dans des coupures de courant quasi permanentes au milieu d'une crise économique aggravée par les mesures prises par l'administration Trump ces dernières semaines », a rapporté Al Jazeera dimanche. « Le gouvernement affirme qu'il donnera la priorité aux services essentiels – santé publique, production alimentaire et défense – pour l'approvisionnement en carburant et qu'il encouragera l'installation de panneaux solaires et les incitations dans le secteur des énergies renouvelables. Il donnera la priorité à l'approvisionnement en énergie de certaines régions productrices de denrées alimentaires et accélérera l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, tout en réduisant les activités culturelles et sportives et en réorientant les ressources vers les systèmes d'alerte précoce du pays. » Un porte-parole du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a averti que le chef de l'ONU était « extrêmement préoccupé par la situation humanitaire à Cuba, qui va s'aggraver, voire s'effondrer, si ses besoins en pétrole ne sont pas satisfaits. » David Adler, co-coordonateur général de Progressive International, a écrit que « actuellement, Donald Trump assiège l'île de Cuba : il asphyxie sa population, ferme ses hôpitaux, la prive de nourriture. »

« Si vous vous souciez de l'Amérique, c'est votre combat », a ajouté Adler. Le gouvernement mexicain a annoncé que sa Marine envoyait plus de 800 tonnes d'aide humanitaire à Cuba, notamment des « denrées alimentaires de première nécessité » et des « produits d'hygiène personnelle. » « Par ces actions, le gouvernement mexicain réaffirme les principes humanistes et l'esprit de solidarité qui le guide, ainsi que son engagement en faveur de la coopération internationale entre les peuples, en particulier avec ceux qui ont besoin d'une aide humanitaire dans des situations d'urgence et de vulnérabilité », a déclaré le gouvernement dans un communiqué. « Cuba et le Mexique sont des nations sœurs, héritières d'une longue histoire de solidarité que nous honorons aujourd'hui. » Dans un message publié sur les réseaux sociaux pendant le Super Bowl de la Ligue nationale de football américain, le journaliste Ryan Grim de Drop Site a écrit : « Il y a évidemment beaucoup de moments honteux dans l'histoire américaine, mais le fait que le Mexique soit contraint d'envoyer une aide humanitaire sous protection militaire à une population cubaine que nous affamons sans raison, alors que nous nous goinfrons tous d'ailes de poulet, doit figurer parmi nos moments les plus sombres. »

(*) Rédacteur pour Common Dreams
Source : Truthout, publié le 09-02-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

La guerre commerciale que personne ne regarde

Par Franck Lebeugle, directeur général adjoint d'AFNOR

Tous les regards continuent de se tourner vers les droits de douane de Trump alors même que la Cour suprême américaine les a invalidés. Mais pendant ce temps, une autre guerre se joue, plus discrète et plus structurelle : la guerre des normes volontaires – plus connues sous sa traduction anglaise standards. Ainsi, l'Europe a tout intérêt d'y avoir recours pour définir le « made in Europe » proposé dans son Industrial Accelerator Act. Pour comprendre leur puissance dans le commerce international, regardez le conteneur. Omniprésent dans tous les ports du monde, ce n'est pas le fruit d'une obligation réglementaire mais d'une norme volontaire. En 1961, ses dimensions ont été standardisées. Depuis, les échanges commerciaux se sont accélérés à une vitesse fulgurante. Aucun accord tarifaire n'aurait suffi

sans ce langage commun. Il faut distinguer ce qui relève des États et ce qui relève des entreprises. Les droits de douane se décident par les politiques. Les normes volontaires sont souhaitées et élaborées par les entreprises elles-mêmes. Personne ne les impose, mais tout le monde finit par les suivre – en amont même de l'entrée sur le marché. Werner von Siemens l'avait annoncé dès le XIXe siècle : « qui fait la norme fait le marché. »

La normalisation, ce soft power mal connu

Les normes internationales sont élaborées dans des comités techniques au sein de l'ISO, où siègent plus de 170 pays. Détenir le secrétariat d'un comité, c'est peser sur son contenu. Derrière chaque standard se dessinent une stratégie industrielle, une expertise technologique, et s'imposent des exigences de qualité, de sécurité, de dura-

bilité. Influencer une norme, ce n'est pas subir le marché, c'est le définir : un avantage compétitif qui s'inscrit dans la durée. Par exemple, la France — au sens des entreprises qui la représentent — pilote, via Renault, le comité de la norme ISO 9001 qui est la référence mondiale du management de la qualité. C'est bien là l'exemple de ce soft power méconnu : un million d'organisations certifiées dans près de 190 pays qui appliquent un document de référence empreint d'orientations françaises. Le Baromètre international de la normalisation 2026 d'AFNOR met en lumière une recomposition des rapports de force. La Chine, quasi absente des enceintes de normalisation au début des années 2000, a rejoint les États-Unis au deuxième rang mondial, offensive visible notamment dans les transports et la logistique, en cohérence avec sa stratégie des « nouvelles routes de la soie ». La France atteint

un niveau historique avec plus de 80 comités pilotés, l'Allemagne plus de 130 : à elles deux, un niveau record qu'aucune grande puissance n'ap-proche.

« Made in Europe » : la nécessité d'un référentiel clair

L'Industrial Accelerator Act, publié aujourd'hui illustre l'enjeu : la Commission européenne propose de renforcer la préférence européenne dans les marchés publics. Un exemple concret parmi les pistes envisagées : un label UE harmonisé et volontaire pour distinguer l'acier bas carbone, ouvrant la voie à un « green premium » sur le marché, puis une extension à d'autres secteurs. La préférence européenne cherche ses instruments — les normes volontaires en sont un, en construisant les référentiels définissant ce qui est « made in UE » ou non.

Source : La Tribune.fr ; publié le 05/03/2026

POUR COMBLER LE DÉFICIT SALARIAL
L'Arabie saoudite verse 346,6 millions de dollars au gouvernement yéménite

L'Arabie saoudite a versé 346,6 millions de dollars (1,3 milliard de SAR) pour aider à payer les fonctionnaires yéménites face au déficit massif de leurs salaires. Le versement, effectué sous la décision du roi Salmane et du prince héritier Mohammed ben Salmane, a été réalisé via le Programme saoudien pour le développement et la reconstruction du Yémen (SDRPY). Selon un communiqué publié sur le compte X.com du SDRPY, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus du Royaume pour promouvoir la stabilité et le développement pour le peuple yéménite. Le communiqué précise que l'objectif de cette initiative est de renforcer la stabilité économique, financière et monétaire au Yémen, d'améliorer les capacités des institutions gouvernementales, de renforcer la gouvernance et la transparence, et de permettre au secteur privé de stimuler une croissance économique durable. Le président du Conseil présidentiel yéménite, Rashad Al-Alimi, a remercié les membres de la famille royale saoudienne pour ce soutien, le qualifiant de prolongement de l'appui de longue date du Royaume envers le peuple yéménite. Al-Alimi a souligné que ce soutien envoyait un message de confiance dans le processus de redressement du Yémen et dans la capacité du gouvernement à renforcer les institutions nationales ainsi qu'à consolider la sécurité et la stabilité. Il a ajouté que le partenariat continu du Yémen avec l'Arabie saoudite représentait un choix stratégique pour un avenir plus stable, et a appelé à un effort unifié pour soutenir la reconstruction des institutions, améliorer les conditions de vie et promouvoir le développement économique et social.

Agence

ÉGYPTE

Le Caire propose l'oléoduc SUMED comme alternative en pleine tension au Moyen-Orient

Historiquement, le pipeline SUMED a servi de voie logistique alternative pour acheminer le pétrole du Golfe vers la Méditerranée lorsque pour des raisons logistiques certains pétroliers ne peuvent pas franchir le canal de Suez.

Synthèse Rédaction Internationale

Face aux perturbations liées à la nouvelle guerre au Moyen-Orient, les autorités égyptiennes proposent d'utiliser le pipeline SUMED pour faciliter l'acheminement de pétrole saoudien vers l'Europe. Selon des informations relayées le 3 mars par Pipeline Journal, Le Caire met en avant cette infrastructure comme voie de transit pour du brut expédié depuis l'Arabie saoudite. L'oléoduc traverse l'Égypte entre le terminal d'Ain Sokhna, sur la mer Rouge, et celui de Sidi Kerir, sur la côte méditerranéenne. Dans la configuration envisagée, le pétrole chargé au port saoudien de Yanbu, sur la côte ouest du royaume, serait transporté par pétroliers jusqu'au terminal d'Ain Sokhna. Le brut serait ensuite transféré dans le pipeline

avant d'être pompé vers la Méditerranée sur environ 320 kilomètres, jusqu'à Sidi Kerir, près d'Alexandrie. Selon les données techniques disponibles, l'infrastructure exploitée par Arab Petroleum Pipelines Company dispose d'une capacité d'environ 2,5 millions de barils par jour. Cette société est détenue par un consortium réunissant l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar. D'après Asharq Al-Awsat, l'oléoduc est déjà utilisé pour transporter du brut du Golfe vers la Méditerranée lorsque certains pétroliers dépassent la capacité du canal de Suez. Cette proposition intervient dans un contexte de tensions persistantes qui perturbent le transport maritime en mer Rouge, une voie essentielle pour les échanges énergétiques entre le Moyen-Orient et l'Europe.

Depuis fin 2023, plusieurs navires marchands ont été pris pour cible dans cette zone par les rebelles houthis du Yémen. Ces attaques ont visé des bâtiments transitant près du détroit de Bab el-Mandeb, passage stratégique reliant l'océan Indien au canal de Suez. Selon Reuters, ces incidents ont conduit plusieurs compagnies maritimes et énergétiques à adapter leurs routes dans la région. Certaines entreprises ont ainsi choisi de détourner leurs navires autour du cap de Bonne-Espérance, au sud de l'Afrique. Cette option rallonge de plusieurs milliers de kilomètres les trajets reliant l'Asie et le Moyen-Orient aux marchés européens, tout en augmentant les coûts de transport et les délais d'acheminement.

MAURITANIE

La SFI étudie la possibilité d'investir 15 millions \$ dans l'hôtellerie

L'objectif est de stimuler l'emploi local dans un pays où le secteur touristique reste encore peu développé malgré un fort potentiel. Le développement des infrastructures hôtelières et des services associés est en effet considéré comme un levier de création d'emplois. La Société financière internationale (SFI), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé, envisage d'accorder un prêt de 15 millions de dollars à la société Grands Hôtels de Mauritanie (GHM), dont l'actionnaire majoritaire est la Société nationale industrielle et minière (SNIM) de Mauritanie. Ce financement vise à refinancer un prêt-relais ayant permis d'achever la construction du nouveau Sheraton de Nouakchott, un établissement hôte-

telier de 200 chambres dont l'ouverture progressive a débuté en octobre 2025 après plusieurs retards liés à la pandémie de covid-19. En janvier, il affichait un taux d'occupation d'environ 20 %, selon les données disponibles. Au-delà du simple refinancement d'infrastructures, l'investissement pourrait avoir un impact sur l'emploi local. Selon les estimations, l'hôtel devrait employer environ 200 personnes, dont près de 34 % de femmes. À pleine capacité, les effectifs pourraient atteindre entre 250 et 300 employés.

Un secteur touristique encore peu développé malgré un fort potentiel

Pour l'heure, l'investissement est « en attente d'approbation », selon la

SFI. S'il est validé, le projet pourrait contribuer à renforcer la position de Nouakchott comme destination émergente du tourisme d'affaires en Afrique de l'Ouest, tout en introduisant de nouvelles normes environnementales et sociales dans le secteur hôtelier mauritanien. L'offre touristique du pays demeure encore limitée malgré un potentiel important. En 2023, la Mauritanie n'a accueilli qu'environ 4 000 touristes internationaux, un niveau bien inférieur à celui observé dans les années 1980 et 1990, lorsque le désert mauritanien attirait chaque année des milliers de voyageurs. Selon les données du Fonds monétaire international, le secteur du tourisme a renoué avec la croissance depuis 2021. La contribution du tourisme au PIB était estimée à 1,8 mil-

liard d'ouguiyas (MRU), soit 45 millions \$ en 2021 et devrait atteindre environ 2,2 milliards de MRU en 2025. Dans le cadre du Programme d'action du second Plan stratégique de croissance accélérée et de prospérité partagée (PA2-SCAPP), le PIB additionnel généré par le tourisme pourrait néanmoins rester limité, autour de 0,15 milliard de MRU par an dans un scénario d'impact élevé, selon le FMI. Pour finaliser cet investissement, GHM devra, d'après la SFI, mettre en place un plan d'action environnemental et social détaillé d'ici la fin de l'année 2026. Ce dispositif devra inclure la nomination d'un responsable dédié ainsi que le renforcement des mécanismes de gestion des plaintes.

Agence

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une nouvelle dynamique financière pour la Tunisie

Les modèles de l'économie verte, bleue et circulaire jouent un rôle clé dans la transition vers un développement durable, car ils visent à concilier croissance économique, préservation des ressources naturelles et équité sociale. Ils encouragent des investissements dans des technologies et pratiques qui réduisent les impacts environnementaux négatifs tout en répondant aux besoins économiques et sociaux des populations. Ces modèles favorisent également la création d'emplois verts, réduisent les inégalités et améliorent la résilience face aux crises environnementales.

Une ligne de financement dédiée

Le ministère tunisien de l'Environnement a annoncé, le 3 mars 2026, le lancement officiel d'une ligne de finance-

ment dédiée aux projets de l'économie verte, bleue et circulaire, dotée de 20 millions de dinars prélevés sur le Fonds de lutte contre la pollution. Ce mécanisme vise les jeunes promoteurs et entreprises souhaitant investir dans des initiatives durables, avec des prêts à conditions facilitées via dix banques partenaires. D'une durée de 10 ans, incluant 3 ans de période de grâce, chaque projet peut bénéficier jusqu'à 500 mille dinars maximum couvrant 50% des besoins d'investissement. Cette mesure s'inscrit dans l'engagement national pour la transition écologique face aux défis climatiques et la création d'emplois verts.

Modalités et cibles prioritaires

Les prêts, à taux alignés sur le marché monétaire, ciblent les diplômés supé-

rieurs, PME et entreprises civiles pour des projets innovants en agriculture biologique, tourisme écologique, industries vertes, recyclage et économie bleue. L'économie verte englobe les énergies renouvelables et la gestion durable des déchets, tandis que l'économie bleue protège les écosystèmes marins et la pêche durable. L'économie circulaire favorise le réemploi des ressources et la réduction des gaspillages. Dix banques ont signé des conventions avec les ministères de l'Environnement et des Finances pour opérationnaliser ce guichet unique, avec des formations complémentaires en agroécologie et efficacité énergétique.

Enjeux stratégiques pour la Tunisie

Ce financement répond à l'objectif de 35% d'énergies renouvelables d'ici 2030

et renforce la résilience face aux sécheresses récurrentes. Il soutient la réutilisation des eaux usées, le traitement intégré des déchets et la valorisation des ressources naturelles, créant 5 000 emplois directs accrus. Aligné sur les engagements COP et les normes UE, ce dispositif positionne la Tunisie comme hub régional de l'économie durable, stimulant les exportations vertes vers l'Europe.

Les mesures incluent des conventions de signature avec 10 banques ; formations 1 000 porteurs de projets ; instruction 200 dossiers avant juin ; suivi performances environnementales ; mise à l'échelle des projets pilotes ; fonds de mobilisation européens complémentaires ; audit annuel impact emplois. Ces étapes déploient 80% de l'enveloppe d'ici 2027.

R I/agence

SÉNÉGAL

L'industrie minotière se renforce avec la hausse de la demande de blé

En Afrique de l’Ouest, le Sénégal figure parmi les principaux marchés pour le blé importé. Avec la demande croissante pour les produits dérivés de cette céréale, le segment de la transformation se renforce dans le pays à la faveur de nouveaux projets industriels.

Par R I/Agence

L'entreprise marocaine d'ingénierie industrielle REMORA, spécialisée dans l'installation et le montage d'unités agroindustrielles, a annoncé le 27 février dernier, avoir finalisé la construction d'un moulin à farine de blé au Sénégal. Dans un communiqué publié sur son site, l'entreprise précise que cette nouvelle unité industrielle est dotée d'une capacité de traitement de 500 tonnes de blé par jour. Pour l'heure, l'identité du promoteur du projet n'a pas été précisée. Quoi qu'il en soit, l'entrée en service de cette nouvelle minoterie devrait renforcer les capacités de production de farine de blé au Sénégal. Elle illustre également le dynamisme de la demande pour le blé et ses dérivés, qui

continue de susciter l'intérêt des industriels.

Un marché en plein essor

Il convient de noter que le Sénégal s'impose actuellement comme le troisième importateur ouest-africain de blé derrière le Nigéria et le Ghana. Deuxième céréale la plus consommée après le riz, le blé prend une place de plus en plus importante dans les habitudes alimentaires de la population, où il est principalement consommé sous la forme de pains, de pâtisseries, de semoule ou encore de pâtes alimentaires. Par habitant, la consommation annuelle de blé dans le pays est passée de 27 kg en 2002 à 42 kg en 2020, d'après les données officielles. Alors que la production locale de cette céréale est quasi inexistante,

comme dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, la demande croissante sur le marché intérieur est satisfaite par les importations. Les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) montrent que les achats sénégalais de froment (blé tendre) importé ont grimpé de 30,3 % en 5 ans, passant de 693 996 tonnes en 2020 à 904 947 tonnes en 2024. Parallèlement, la facture de ces achats a globalement augmenté de 55,24 % pour atteindre 171,37 milliards de francs CFA (303,5 millions \$) sur la même période. Ces importations sont le fait d'une dizaine de minoteries, dont les plus importantes par leur capacité de transformation du blé en farine sont les Grands Moulins de Dakar, Grands Moulins du Sahel, MS, FKS, NMA ou encore Olam.

MALI

Le pays vise une croissance de plus de 50 % de sa production de coton en 2026/2027

En Afrique de l'Ouest, le Mali figure parmi les principaux producteurs de coton avec le Bénin, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Entre défis climatiques et sécuritaires, la filière malienne essaie tant bien que mal de stabiliser sa production de la matière première. Le Mali prévoit de porter sa production de coton graine à plus de 650 000 tonnes durant la prochaine campagne de 2026/2027. L'information relayée par plusieurs médias locaux a été révélée en marge de la 106^e session ordinaire du Conseil d'administration de la

Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), qui s'est tenue le 26 février dernier. Cette prévision, si elle se réalise, signerait une hausse de plus de 50 % par rapport à la récolte estimée pour la campagne en cours. Les données de l'interprofession rapportées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA) montrent en effet que le Mali s'attend à une production de 433 700 tonnes de coton graine en 2025/2026. Dans le cadre de cette ambition, la CMDT prévoit notam-

ment d'augmenter la superficie emblavée de 96 000 hectares pour la faire passer à 630 000 hectares durant la campagne de 2026/2027. Il est également prévu d'augmenter de 17 % le rendement moyen des cultures d'une année sur l'autre pour le faire passer à 950 kg par hectare. Selon les autorités, la filière doit néanmoins composer avec des défis agronomiques et structurels qui avaient déjà perturbé la campagne précédente. Dans plusieurs zones productrices, l'insécurité continue d'entraver les activités agricoles, tandis que la variabilité

climatique marquée par des épisodes d'inondations et des poches de sécheresse pèse sur les rendements. À ces contraintes s'ajoutent la gestion des attaques de parasites (insectes parasites du coton) et les retards dans l'approvisionnement en intrants. Dans des propos rapportés par le quotidien Echos Médias, Kouloumégué Dembélé, PDG de la CMDT, indique qu'un plan de relance intérimaire, assorti d'un plan d'action opérationnel, est en cours d'adoption afin de mieux anticiper ces risques.

R I.

MOZAMBIQUE

Maputo renforce la supervision des projets GNL du bassin du Rovuma

Après plusieurs années d'arrêt lié à la situation sécuritaire dans le nord du pays, le Mozambique cherche à accélérer le développement de ses projets de gaz naturel liquéfié dont la décision finale d'investissement est attendue. Au Mozambique, le gouvernement a mis en place un comité interministériel pour superviser les amendements aux plans de développement des projets Golfinho/Atum (Area 1) et Rovuma LNG (Area 4), situés dans le bassin du Rovuma, au large de la province de Cabo Delgado. La mesure a été approuvée lors de la 6^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres tenue le 3 mars dernier. Selon les détails publiés jeudi 5 mars

par l'Instituto Nacional de Petróleo (INP), l'entité publique chargée de réguler et de superviser les activités pétrogazières du pays, ce comité sera dirigé par le ministre des Ressources minérales et de l'Énergie. Il réunira les ministres responsables des hydrocarbures, des Finances, de l'Économie, des Transports et Logistiques, du Travail, ainsi que des Terres et de l'Environnement. D'autres institutions pourront être associées en fonction des dossiers examinés. Sur le plan opérationnel, l'INP coordonnera l'analyse des amendements proposés aux plans de développement des projets, avec le soutien d'organismes publics comme l'Autorité fiscale et la Banque du Mozambique. Les

travaux porteront notamment sur les dimensions techniques, économiques et réglementaires des propositions soumises. Selon le régulateur, l'initiative vise à « renforcer la coordination entre les secteurs gouvernementaux impliqués dans l'analyse de ces projets structurants ». L'objectif est également de garantir « une approche intégrée, rapide et efficace dans l'examen des questions techniques, économiques et juridiques » liées aux propositions d'amendement. Selon les autorités mozambicaines, cette coordination vise à assurer « une évaluation rigoureuse et coordonnée des projets stratégiques du secteur du gaz naturel », tout en veillant au respect du cadre juridique applicable.

Les projets gaziers Golfinho/Atum (Area 1) et Rovuma LNG (Area 4) reposent sur des plans de développement soumis à la fin des années 2010 par leurs opérateurs. Dans le bloc Area 1, base du projet Mozambique LNG, le plan a été présenté par la compagnie américaine Anadarko Petroleum acquise depuis par Occidental Petroleum. Le gouvernement mozambicain l'a approuvé en mars 2018, ouvrant la voie à la construction d'un complexe terrestre de liquéfaction destiné à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL). TotalEnergies a ensuite acquis en 2019 les parts d'Anadarko dans le projet et en assume ainsi actuellement le développement en tant qu'opérateur.

Agence

RDC

Contrôle renforcé des normes environnementales dans les mines

L'exploitation des mines crée divers problèmes environnementaux. Dans ce cadre, plusieurs dispositions sont prises pour protéger au mieux la nature. En République démocratique du Congo (RDC), un dispositif renforcé de contrôle des normes environnementales est annoncé dans le secteur minier. Selon le compte rendu du Conseil des ministres du 27 février 2026, les ministres de l'Environnement et des Mines ont été chargés de constituer « une commission mixte composée de leurs experts afin de proposer dans les meilleurs délais un dispositif plus efficace susceptible de renforcer la synergie et d'assurer la cohérence des actions menées par les différents mécanismes de contrôle ». Le compte rendu précise que cette initiative vise à corriger les manquements constatés sur le terrain et à améliorer la surveillance environnementale. Des équipes dépêchées récemment dans le Lualaba et le Haut-Katanga ont relevé des « manquements graves » au sein de plusieurs entreprises, ainsi que des dysfonctionnements « structurels » dans les dispositifs de contrôle, engageant la responsabilité des services techniques impliqués dans la chaîne de supervision. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des engagements pris par la RDC auprès du Fonds monétaire international (FMI), au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de son programme triennal débuté en 2025. Le rapport du FMI publié en janvier 2026 indique que le gouvernement doit « renforcer les garanties environnementales et sociales dans le secteur minier afin de gérer activement son impact sur les forêts et les populations les plus vulnérables ». Parmi les mesures prévues figurent le renforcement du cadre juridique, la publication des études d'impact environnemental et social, ainsi que la réalisation d'audits environnementaux ex post des projets miniers.

R I.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Le pétrole propulsé, les Bourses mondiales mises à mal

Avec une hausse de près de 30% depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la flambée des cours du pétrole pèse nettement sur les Bourses mondiales et ravive les craintes de poussées inflationnistes.

En quelques séances, les prix du brut se sont renchérís de plus de 20 dollars, atteignant des niveaux plus vus depuis 2023, alors que le conflit paralyse une grande partie des flux d'hydrocarbures en provenance du Golfe. Le détroit d'Ormuz demeure au centre des inquiétudes, avec quelque 20% de la production mondiale de pétrole et près de 20% du gaz naturel liquéfié (GNL) qui y transite habituellement. Depuis les frappes israélo-américaines lancées le 28 février, les Gardiens de la Révolution bloquent de facto le trafic dans ce passage stratégique. "Le détroit d'Ormuz n'a jamais été fermé auparavant, donc personne ne savait vraiment à quoi s'attendre", souligne Bjarne Schieldrop, responsable de l'analyse matières premières chez SEB. "Cela perturbe totalement les flux" mais aussi "la distribution des produits pétroliers du brut vers les raffineries, puis les produits pétroliers vers les consommateurs".

Les Bourses voient rouge

EMPORTÉE PAR LE RISQUE GÉOPOLITIQUE
La Bourse de Paris finit encore dans le rouge

La Bourse de Paris a de nouveau terminé vendredi en baisse, au terme d'une semaine marquée par la flambée du prix des hydrocarbures et par le retour du risque inflationniste avec la guerre au Moyen-Orient. L'indice vedette CAC 40, qui avait commencé la séance en légère hausse, a finalement reculé de 0,65% (-52,31 points) à 7.993,49 points, chutant sous le seuil des 8.000 points pour la première fois depuis novembre. Sur la semaine, le CAC 40 a déviissé de 6,84%, au terme de cinq jours de montagnes russes pour les places boursières mondiales. Les marchés d'actions digèrent "une prime de risque géopolitique qui se confirme", résume Andrea Tueni, responsable des activités marchés de Saxo Bank, interrogé par l'AFP. Au septième jour de la guerre déclenchée contre l'Iran par Israël et les Etats-Unis, Donald Trump a exigé une "capitulation" de l'Iran. "Il n'y aura pas d'accord avec l'Iran, seulement une CAPITULATION SANS CONDITION!", a-t-il écrit vendredi sur son réseau Truth Social. Le président américain a ainsi "balayé les espoirs d'une médiation pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient", souligne Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. "Cela a anéanti les espoirs d'un règlement rapide du conflit." La flambée des prix de l'or noir

Les marchés boursiers "ne se porter(ont) pas bien si cette situation perdure", commente auprès de l'AFP Tim Urbanowicz, d'Innovator Capital Management. "Cela va exercer une forte pression, qui pourrait même avoir un effet récessionniste." En Europe, la Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,65%, Francfort de 0,94% et Londres de 1,24%. En une semaine, l'indice parisien CAC 40 a déviissé de 6,84%, le DAX de Francfort de 6,70% et le FTSE 100 londonien de 5,74%. A Wall Street, le Dow Jones a reculé de 0,95%, l'indice Nasdaq a perdu 1,59% et l'indice élargi S&P s'est replié de 1,33%. "Un week-end géopolitiquement agité s'annonce, et l'envie d'acheter des actions est très faible. Personne ne veut pour l'instant attraper un couteau qui tombe", note Jochen Stanzl, chez CMC Markets. A la flambée du brut est venu se greffer un rapport sur l'emploi morose aux Etats-Unis. Le pays a détruit 92.000 emplois en février et le chômage a

Pétrolières et défense dans le vert

Les valeurs du secteur de l'énergie et de la défense se sont maintenues dans le vert, profitant du contexte géopolitique. "Ce sont les seuls secteurs qui peuvent tirer leur épingle du jeu durant ces périodes" de guerre, note Andrea Tueni. TotalEnergies a terminé en hausse de 1,84% à 68 euros. Côté défense, Thales a gagné 2,07% à 241,30 euros, la plus forte hausse de l'indice CAC 40 vendredi, Safran a gagné 0,44% à 317,70 euros et Dassault Systèmes 0,46% à 18,74 euros.

Agence

grimpé à 4,4%, un spectaculaire revirement par rapport au mois précédent qui n'avait pas été anticipé par les marchés. "Cela crée une situation complexe" pour la banque centrale américaine (Fed), estime Gina Bolvin, de Bolvin Wealth Management Group. "Un marché du travail plus faible plaide en faveur d'une éventuelle baisse des taux", explique-t-elle. Mais l'institution monétaire "aura besoin de preuves plus claires d'un ralentissement de l'inflation avant de prendre cette décision." L'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis en février est attendu la semaine prochaine.

Les taux obligataires montent encore

Les investisseurs redoutent par ailleurs un regain d'inflation, particulièrement en Europe où les pays importent massivement leurs hydrocarbures, rappelant la vague inflationniste provoquée par la guerre en Ukraine en 2022. En Europe, le rendement de l'emprunt allemand à 10 ans, considéré comme la référence, s'est hissé à 2,86%, contre 2,64% vendredi avant le conflit, une forte variation pour ce marché. Son équivalent français s'est établi à 3,52% contre 3,22% vendredi, et l'italien à 3,64% contre 3,27%. Enfin, le britannique flambait à 4,62% contre 4,23% vendredi à la clôture. Aux Etats-Unis, le rendement des emprunts de l'Etat américain à 10 ans est resté stable par rapport à la veille, à 4,14%. Il avait terminé à 3,94% vendredi dernier.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Mars 2026
Valeur : 09 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.7238	130.7388
1	EUR	EURO		151.5612	151.6047
1	GBP	POUND STERLING		174.2055	174.2952
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0784	83.1143
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9512	18.9553
1	CHF	SWISS FRANC		167.3372	167.4207
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.7263	95.7653
1	DKK	DANISH KRONE		20.2839	20.2929
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1554	14.1606
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4967	13.5235
1	AED	UAE DIRHAM		35.5876	35.6062
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8170	34.8302
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.7835	426.9719
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.4969	44.9441
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0762	14.0778
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4521	20.5571
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2854	3.2957
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5886	178.5886

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine une semaine difficile

Les principaux indices boursiers américains ont nettement reculé vendredi, pénalisés par la publication d'un rapport sur l'emploi jugé préoccupant et par la forte hausse des prix du pétrole, désormais au-dessus de 90 dollars le baril dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient. Le S&P 500 recule de 1,33% à 6 740 points, le Dow Jones cède 0,95% à 47 501,5 points et le Nasdaq 100 abandonne 1,51% à 24 643 points.

Aux États-Unis, les créations d'emplois non agricoles ont chuté de 92 000 en février, soit leur plus forte baisse depuis octobre, après une hausse de 126 000 en janvier, chiffre qui a par ailleurs été révisé à la baisse, selon les données officielles. Les économistes interrogés par Bloomberg anticipaient au contraire une progression de 55 000 postes le mois dernier. Le taux de chômage a également légèrement augmenté, à 4,4%, alors que le consensus de

Wall Street tablait sur une stabilité à 4,3%. Sur le front énergétique, la hausse des prix du brut s'est accentuée. Le baril de WTI s'échange désormais autour de 90,5 dollars, en progression de 14%, tandis que le Brent atteint 92,2 dollars, en hausse de 9,5%. Cette flambée intervient après que le président américain Donald Trump a exigé la "reddition inconditionnelle" de l'Iran, alimentant les craintes d'une escalade durable dans la région. Du côté des entre-

prises, l'action Trade Desk recule de 1,71% après avoir bondi de près de 18% lors de la séance précédente. Cette envolée faisait suite à une information du média The Information selon laquelle Trade Desk et OpenAI auraient entamé des discussions préliminaires autour d'une collaboration visant à aider le créateur de ChatGPT à monétiser de la publicité. À l'inverse, Marvell Technology s'est envolée de 18,35% après la publication, jeudi soir, de résultats trimest-

triels supérieurs aux attentes. Le concepteur de puces bénéficie notamment d'une forte demande dans les centres de données, portée par l'adoption rapide de l'intelligence artificielle. Enfin, Boeing a terminé la séance en hausse de plus de 4% après que Bloomberg a rapporté que l'avionneur américain serait proche de conclure une commande d'environ 500 appareils avec la Chine.

Agence

ETATS UNIS

Le remboursement des droits de douane vire au casse-tête

Le remboursement des droits de douane indûment perçus risque de prendre beaucoup de temps. L'agence fédérale de douanes affirme ne pas être en capacité de lancer les procédures, par manque de moyens matériels.

C'est un dédale administratif. L'agence fédérale des douanes (CBP) a soutenu vendredi auprès d'un juge américain ne pas être en mesure de démarrer le remboursement des droits de douane retoqués mi-février par la Cour suprême, selon un document que l'AFP a pu consulter. Mercredi, un juge du Tribunal pour le commerce international (CIT) avait demandé à la CBP de déterminer quel aurait été le coût des importations aux Etats-Unis durant la période sans cette surtaxe afin d'entamer les remboursements aux entreprises. Mais dans une réponse envoyée au CIT, un responsable des douanes américaines a expliqué ne pas disposer des moyens matériels nécessaires pour appliquer l'ordre du Tribunal, du fait "du volume sans précédent des remboursements" potentiels. "Les procédures administratives et la technologie (à disposition) ne sont pas adaptées à une tâche d'une telle ampleur" et cela nécessiterait d'imposer à une part prépondérante du personnel de la CBP de s'y atteler, au détriment d'autres missions visant à "réduire les menaces imminentes à la sécurité nationale et économique". Au total, l'agence estime que 330.000 entreprises ont importé des produits depuis l'entrée en vigueur des droits de douane voulus par le président américain Donald



Trump. Ces surtaxes douanières ont généré 166 milliards de dollars de revenus et pourraient désormais être remboursées. La Cour suprême a annulé le 20 février une large part des droits de douane mis en place par Donald Trump, qui s'était appuyé sur un texte de 1977 (l'IEEPA) pour les instaurer. Cette loi autorise en théorie l'exécutif à agir sans aval préalable du Congrès, en cas d'"urgence économique", mais cela n'implique pas la possibilité de taxer les produits, avaient estimé les juges, pour qui cette approche était anticonstitutionnelle. Le locataire de la Maison Blanche a dans la foulée annoncé une nouvelle surtaxe de

10%, effective depuis le 24 février, se basant sur un autre texte de loi. Dans la foulée la CBP avait annoncé l'arrêt de la collecte des droits de douane s'appuyant sur l'IEEPA, également à compter du 24 février. Cette décision ouvre la voie à de possibles remboursements des surtaxes déjà payées par les entreprises, un certain nombre d'entre elles ayant déjà déposé un recours en justice en ce sens. Le gouvernement n'a pas caché qu'il comptait attendre les décisions judiciaires avant de procéder aux remboursements demandés.

Rédaction internationale/agence

BANGLADESH

Le taux de prêts non performants baisse à 30,33 %

Le ratio des prêts non performants (PNP) du secteur bancaire bangladais est tombé à 30,33 % à la fin 2025, contre 35,73 % trois mois plus tôt, grâce à des rééchelonnements importants des crédits et à des efforts accrus de recouvrement. Le montant total des

NPL a diminué de 872 Mds Tk (≈ 6,4 Mds EUR), pour atteindre 5572 Mds Tk. Cette réduction fait suite à une politique introduite en septembre dernier par la Banque centrale, qui permet aux emprunteurs concernés de rééchelonner leurs prêts classés sur une période pou-

vant aller jusqu'à 10 ans, avec seulement 2 % d'acompte et un délai de grâce pouvant aller jusqu'à deux ans. Environ 1 500 entreprises ont demandé à bénéficier de cette facilité, et près de 1 300 ont jusqu'à présent régularisé leurs prêts dans ce cadre. Plus récemment, la

Banque du Bangladesh a encore assoupli les conditions, autorisant le rééchelonnement des prêts avec un acompte de seulement 1 %. Le taux de PNP demeure plus important pour les banques publiques (44%) que pour les banques commerciales (28%). Agence

AVEC LE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

L'Allemagne pourrait subir une perte de €40 mds

L'économie allemande pourrait subir un préjudice de 40 milliards d'euros au cours des deux prochaines années en raison du conflit au Moyen-Orient, ont montré les projections publiées jeudi par l'Institut économique IW. Bien que les échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Iran soient en baisse depuis des années, Berlin reste exposé aux pays en guerre contre les Etats-Unis et Israël en raison de sa

dépendance aux prix de l'énergie et aux importations, a déclaré l'institut. L'IW s'attend à une hausse des prix du pétrole, ce qui pourrait étouffer la reprise économique allemande. Une augmentation du prix du pétrole brut Brent à 100 dollars le baril coûterait à l'économie allemande 0,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2026 et 0,6% en 2027, relève l'institut. Cela représenterait une perte de production écono-

mique d'environ 40 milliards d'euros sur deux ans, selon l'IW. Si les prix du pétrole devaient atteindre 150 dollars le baril, cela pourrait même réduire le PIB allemand de 0,5 et 1,3 point de pourcentage respectivement en 2026 et 2027, ce qui se traduirait par une perte de plus de 80 milliards d'euros.

R.I.

L'ESPAGNE CONSOLIDE SA PLACE DANS LE TOP 3 MONDIAL DU TOURISME

Madrid vise un marché de 15,4 milliards d'euros en 2026

L'Espagne a discrètement construit une véritable machine à tourisme de congrès qui rivalise désormais avec les Etats-Unis et l'Italie. Les données publiées le 4 mars par l'International Congress and Convention Association (ICCA) confirment que l'Espagne s'est une nouvelle fois classée troisième au niveau mondial pour le nombre de congrès internationaux accueillis en 2025, tandis que Barcelone domine le classement des villes avec 125 826 délégués. Selon le Spain Convention Bureau, les réunions et voyages d'in-

citation ont injecté 14,296 milliards d'euros dans l'économie espagnole l'an dernier, un chiffre qui pourrait atteindre 15,4 milliards d'euros en 2026 si les tendances actuelles de réservation se maintiennent. La résilience du secteur est remarquable : les événements de taille moyenne (150 à 999 participants) représentent désormais la majeure partie de la demande, étendant les retombées au-delà des zones traditionnelles. Bien que la Catalogne, Madrid et l'Andalousie attirent encore 60 % des événements, 57 villes espagnoles

figurent au classement ICCA, offrant ainsi aux destinations secondaires comme Málaga, Valence et Bilbao une place à la table mondiale du MICE (Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions). Les autorités locales réagissent par des renovations rapides des infrastructures et des incitations au développement des liaisons aériennes, visant une occupation toute l'année plutôt que des pics saisonniers. Pour les responsables des voyages d'entreprise, les chiffres sont cruciaux. L'augmentation du nombre de

délégués se traduit par une réduction des disponibilités hôtelières et une pression à la hausse sur les tarifs journaliers moyens dans les grandes villes d'accueil, notamment lors de congrès majeurs comme le Mobile World Congress (Barcelone) et le Sommet mondial du Conseil mondial du voyage et du tourisme (Séville). Les réservations anticipées en bloc et les clauses de tarification dynamique deviennent rapidement des standards dans les contrats des lieux espagnols.

Agence

CANADA - JAPON
Les deux pays veulent renforcer leurs partenariats sécuritaires et économiques

Le Premier ministre canadien a rencontré son homologue japonaise à l'occasion d'une visite à Tokyo. L'occasion pour Mark Carney et Sanae Takaichi de réaffirmer leur ambition de renforcer leurs liens en matière de défense, de cybersécurité ou encore d'approvisionnements stratégiques. Le Premier ministre canadien, Mark Carney, a profité d'un bref passage au Japon vendredi soir pour rencontrer son homologue Sanae Takaichi, et évoquer le renforcement des liens entre les deux pays notamment en matière de sécurité et d'économie. A Tokyo, Carney conclut une tournée où il s'est rendu successivement en Inde pour conclure des accords sur les minerais critiques et l'approvisionnement en uranium et en Australie, où il s'est notamment exprimé sur la guerre au Moyen-Orient. "La visite de Mark (Carney), dans ce contexte international difficile, est très significative", s'est félicité de son côté Sanae Takaichi lors d'une déclaration commune. S'exprimant tour à tour en japonais, anglais et français, Mark Carney, qui doit regagner le Canada samedi, a évoqué un partenariat comportant "six domaines prioritaires". "Premièrement, et c'est le plus important, nous renforçons notre coopération en matière de sécurité et de défense grâce au partage d'informations, aux transferts de technologies et à la coopération dans le domaine de la sécurité maritime", a-t-il affirmé, évoquant aussi les enjeux liés à la "cybersécurité". "Relier le Partenariat transpacifique au bloc commercial de l'Union européenne" Sur le plan économique, le Premier ministre canadien espère que les deux pays vont renforcer leur "sécurité économique grâce à des chaînes d'approvisionnement robustes et à des technologies stratégiques, cohérentes", citant notamment "un accès fiable aux communications spatiales, aux semi-conducteurs, aux terres rares, à l'IA et au cloud souverain". Il promet aussi de "renforcer les relations commerciales et les investissements et vise à "relier le Partenariat transpacifique au bloc commercial de l'Union européenne" sans donner de détails. Parmi les autres priorités, Mark Carney a cité les domaines de "l'énergie et la sécurité alimentaire", du "climat" et "les échanges inter-personnelles" entre les deux nations.

Agence

MOBILE WORLD CONGRESS (MWC)

TECNO et Tonino Lamborghini annoncent une nouvelle collaboration internationale*Technologie de pointe et design italien s'unissent dans un partenariat stratégique alliant innovation et style iconique.*

TECNO, marque technologique innovante portée par l'IA, a annoncé aujourd'hui au Mobile World Congress (MWC) un nouveau partenariat avec Tonino Lamborghini, marque italienne d'art de vivre reconnue pour son héritage, son audace et son esprit sans compromis. Cette collaboration repose sur une vision commune de l'innovation et d'un lifestyle contemporain affirmé.

Plus qu'une simple alliance, ce partenariat incarne un véritable état d'esprit où design, technologie et attitude se rencontrent. L'esthétique italienne s'allie à l'innovation technologique avancée pour enrichir le quotidien avec caractère, performance et personnalité.

Cette collaboration représente une évolution naturelle pour les deux marques. À travers ce partenariat, TECNO renforce son positionnement de leader dans l'alliance entre technologie de pointe et design audacieux et élégant, à travers une démarche qui reflète le caractère, la fiabilité et la haute performance utilisateur. De son côté, Tonino Lamborghini bénéficie d'une opportunité d'élargir sa présence à de nouvelles catégories, tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales de qualité, d'identité et de raffinement.

Les produits développés dans le cadre de cette collaboration intégreront des éléments de design exclusifs inspirés du style emblématique de Tonino Lamborghini, associés aux solutions technologiques de pointe de TECNO. Le résultat donne naissance à une offre à la fois raffinée et fonctionnelle, pensée pour un public international attaché aussi bien à l'esthétique qu'à l'expérience utilisateur.

« Ce partenariat repose sur une même quête d'excellence et un engagement fort envers nos missions respectives. TECNO façonne l'expérience numérique de centaines de millions d'utilisateurs dans le monde, et cette collaboration marque une nouvelle étape dans notre ambition de redéfinir la performance et l'esthétique », a déclaré Jack Guo, General Manager de TECNO.

« Cette collaboration unit deux univers complémentaires : notre langage de design et le savoir-faire technologique de TECNO. Ensemble, nous avons créé un projet qui interprète avec cohérence et vision le lifestyle contemporain », a commenté le Dr Tonino Lamborghini, fondateur de Tonino Lamborghini S.p.A.

La première gamme TECNO x Tonino Lamborghini a été officiellement dévoilée au MWC

2026 à Barcelone, ouvrant un nouveau chapitre dans les expériences technologiques et gaming. La collaboration couvrira les appareils gaming, smartphones, ordinateurs portables, écouteurs et tablettes, pour créer un écosystème intelligent complet marqué par l'empreinte iconique Tonino Lamborghini.

Tonino Lamborghini TECNO TAURUS (MEGA MINI G1 Pro)

Le Tonino Lamborghini TECNO TAURUS (MEGA MINI G1 Pro) représente la deuxième génération des mini PC gaming de TECNO, après le succès du MEGA Mini G1, premier et plus petit PC gaming au monde doté d'un système de refroidissement liquide.

Ce nouveau modèle repousse les limites des systèmes compacts en offrant aux créatifs et aux passionnés de gaming toute la puissance des applications les plus exigeantes.

Son châssis intégralement en métal, sublimé par un éclairage RGB dynamique, reflète l'identité visuelle distinctive de Tonino Lamborghini. Il est équipé d'un processeur Intel® Core™ i9-13900HK à 14 cœurs et 20 threads, atteignant une fréquence jusqu'à 5,4 GHz.

La carte graphique NVIDIA® GeForce RTX™ 5060 8GB GDDR7 offre une puissance graphique totale de 145W. Basée sur l'architecture NVIDIA Blackwell, elle propose un réalisme avancé grâce au

path tracing, des visuels de qualité cinématographique, une réactivité optimale et 614 AI TOPS. Un écran intégré permet de suivre en temps réel les performances du CPU et du GPU. Même en environnement intensif, le système reste silencieux et parfaitement refroidi grâce à une plaque de refroidissement liquide en cuivre pur d'environ 10 000 mm² et un triple système de ventilation.

La connectivité comprend 15

ports, le WiFi 6E et le Bluetooth 5.4. L'alimentation est assurée par un adaptateur externe GaN de 330W.

Cet appareil représente la première ligne de produits issue de la collaboration entre TECNO et Tonino Lamborghini, ainsi que la prochaine étape d'une technologie haute performance, pensée pour s'intégrer à un style de vie moderne et exigeant.

TECNO POVA Metal Tonino Lamborghini Limited Edition

Le TECNO POVA Metal Tonino Lamborghini Limited Edition est le tout premier smartphone 5G au monde doté d'un châssis monobloc entièrement en métal. Il reprend les éléments les plus emblématiques de la série POVA et de l'univers Tonino Lamborghini, à travers des courbes continues et des bordures ultra-fines de 0,99 mm.

À l'arrière, le Rear Dot Matrix intègre une matrice LED indépendante de 241 pixels, mettant en avant les codes de design emblématiques de Tonino Lamborghini. Celle-ci peut être personnalisée pour afficher des alertes d'appels, des notifications ainsi que d'autres visuels dynamiques. L'ensemble est complété par une bande lumineuse pulsée, qui apporte une touche supplémentaire de mouvement et d'énergie au design global. Pour parfaire cette conception remarquable, l'appareil embarque également un processeur Snapdragon®, renforçant à la fois ses performances et son caractère distinctif.

Tonino Lamborghini TECNO AIoT Ecosystem

TECNO a également présenté un concept d'écosystème AIoT complet, incluant ordinateurs portables, tablettes et objets connectés. Inspirés par l'esthétique iconique Tonino Lamborghini, ces produits adoptent un design unifié caractérisé par des lignes affirmées et une silhouette moderne. Légers et performants, ils accompagnent les utilisateurs dans leur quotidien professionnel, créatif et

personnel, tout en affirmant leur singularité.

Le Mobile World Congress 2026 se tient du 2 au 5 mars à Barcelone, à Fira Gran Via. Les visiteurs peuvent découvrir la collaboration sur le stand TECNO, Hall 7, Stand 7A40.

Pour toute demande média : pr.tecno@tecno-mobile.com

À propos de TECNO

Marque technologique innovante présente dans plus de 70 marchés à travers le monde, TECNO s'est donné pour mission de transformer l'expérience numérique dans les marchés émergents. La marque œuvre en permanence à l'intégration harmonieuse d'un design contemporain et esthétique avec les technologies les plus récentes et l'intelligence artificielle.

TECNO propose une large gamme de produits comprenant des smartphones, des objets connectés, des ordinateurs portables et tablettes, des équipements gaming intelligents, le système d'exploitation HiOS ainsi que des solutions pour la maison connectée.

Guidée par sa signature « Stop At Nothing », TECNO s'engage à démocratiser l'accès aux technologies les plus avancées et aux expériences enrichies par l'IA, afin d'accompagner les esprits ambitieux dans la réalisation de leur plein potentiel.

Pour plus d'informations : www.tecno-mobile.com

À propos du Groupe Tonino Lamborghini

Depuis 1981, la marque Tonino Lamborghini se distingue par son design innovant et son positionnement dans le luxe exclusif. Son univers s'étend à de nombreux secteurs, notamment l'horlogerie, la lunetterie, les accessoires de mode, l'hôtellerie, l'immobilier, le lifestyle, les boissons premium et les voitures de golf électriques. La marque incarne l'élégance italienne et un raffinement affirmé, tout en cultivant une identité forte et reconnaissable.

Pour plus d'informations : www.lamborghini.it



TOYOTA INSISTE

Les moteurs de voiture ne sont pas le véritable problème de pollution

Pionnier de l'hybride, Toyota s'est toujours montré beaucoup plus prudent sur le 100 % électrique. Sans le rejeter totalement, la marque japonaise a toujours considéré que cette solution ne pouvait pas se substituer à toutes les autres et qu'il fallait conserver le principe d'une certaine "neutralité technologique" en laissant une place aux moteurs thermiques. Le patron de sa branche sportive, Gazoo Racing, a même récemment mis en garde contre les dangers qui pourraient être posés par une stratégie fondée uniquement sur les modèles à batteries pour réduire les émissions de CO₂.

Faut-il interdire les moteurs thermiques ? Tous les constructeurs automobiles ne sont pas forcément d'accord sur le sujet. Certains peuvent même donner l'impression d'avoir changé d'avis en cours de route, face à des ventes de voitures électriques plus poussives que prévu. Mais la position de Toyota est toujours restée assez claire et constante. Comme BMW, la marque japonaise se montre très attachée au concept de "neutralité technologique". Elle tient à laisser carte blanche aux ingénieurs dans la poursuite d'un objectif de baisse drastique des émissions de CO₂ pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Les moteurs thermiques ne sont pas intrinsèquement mauvais"

Conforté dans sa place de numéro 1 mondial du secteur, le géant nippon a encore une fois tenu ce discours. Par le biais de sa division sportive, Gazoo Racing, récemment devenue marque à part entière, Toyota a affirmé que la principale préoccupation ne devrait pas être l'élimination des moteurs à combustion interne, qu'ils soient à essence ou diesel. C'est plutôt la réduction des émissions de dioxyde de carbone et la gestion des ressources nécessaires aux nouvelles technologies qui devrait primer aux yeux de l'entreprise. Dans une interview accordée aux médias australiens, Tomoya Takahashi, président de Toyota Gazoo Racing, a ainsi déclaré que les moteurs thermiques "ne sont pas intrinsèquement mauvais" et que "l'ennemi, c'est le carbone".

Des stratégies politiques mondiales parfois opposées

Cette déclaration intervient peu de temps après que l'Union européenne ait accepté



de lâcher un peu de lest dans son projet d'interdiction des ventes de véhicules thermiques neufs à l'horizon 2035. Mais ce "rétropédalage" prévoit toujours que 90 % des ventes soit effectuées par des modèles électriques à batteries, avec des conditions encore un peu floues pour les autres types de motorisation. Dans le même temps, les Etats-Unis font le chemin inverse, l'administration Trump allant jusqu'à faire la chasse au "Stop & Start" ! Implanté quasiment partout dans le monde, Toyota se retrouve ainsi à devoir jongler entre des contextes politiques parfois opposés. D'autant que son pays natal, le Japon, reste également assez réfractaire à la mobilité "zéro émission".

Des minéraux critiques qui peuvent poser problème

La marque ne se détourne pas totalement des véhicules électriques pour autant. Elle vient de lancer en France ses CH-R+ et Hilux Electric, en attendant le BZ4X Touring. La plupart de nos voisins profitent par ailleurs de l'Urban Cruiser, cousin du Suzuki eVitara, et un mystérieux modèle à

batteries produit en Europe a même été annoncé à la surprise générale. Mais pour le constructeur nippon, il est dangereux de miser uniquement sur cette solution pour résoudre tous les problèmes posés par l'industrie automobile. Selon Takahashi, l'extraction intensive de minéraux critiques tels que le lithium, le cobalt et le nickel, dont la demande explose, pourrait engendrer des risques de pénurie et de pression environnementale dans les régions productrices. On a ainsi appris récemment que le Zimbabwe voulait changer les règles pour l'exportation du lithium extrait sur son territoire. Cette déclaration est intervenue toutefois avant que la crise militaire actuelle ne vienne rappeler à quel point la dépendance au pétrole pouvait également se montrer très risquée...

Toyota souhaite "utiliser autant que possible les moteurs à combustion interne"

Pour le président de Gazoo Racing, se concentrer uniquement sur le 100 % électrique serait néanmoins une erreur. Il a indiqué que Toyota souhaite "utiliser au-

tant que possible les moteurs à combustion interne" et que cette solution reste aujourd'hui pertinente en l'associant à d'autres technologies pour réduire les émissions de CO₂. A commencer par l'hybridation, sur laquelle la marque fait office de pionnière avec sa Prius. L'an dernier, en France, elle était encore troisième des ventes sur ce type de motorisation désormais très populaire, avec plus de 89 000 immatriculations. De manière bien plus marginale pour l'instant, le constructeur continue aussi à miser sur l'hydrogène, avec sa Mirai comme avec d'autres projets, ou à investir dans les carburants de synthèse. Il privilégie ainsi toujours une approche très diversifiée.

Le fun avant les chiffres : la priorité pour Toyota Gazoo Racing

Toyota a également exploré des pistes d'amélioration du rendement thermique et de la conception des moteurs à combustion afin de réduire les émissions, même sur les véhicules non électrifiés. Un tout nouveau quatre-cylindres plus performant, plus léger et plus compact a ainsi été récemment présenté, et des rumeurs tenaces évoquent son arrivée dans une inédite huitième génération du coupé Celta. Il devrait reprendre le flambeau du trois-cylindres très musclé apparu dans la GR Yaris et repris ensuite par la GR Corolla. Gazoo Racing est même allé jusqu'à concevoir un V8 pour son ambitieuse supersportive, la GR GT. Doté d'une hybridation, ce huit-cylindres devrait proposer au minimum 650 ch sur la version routière. Mais pour Takahashi, ce ne serait pas l'essentiel. L'objectif reste avant tout de proposer des voitures ludiques et offrant une expérience de conduite gratifiante... sans mettre à mal la fiabilité qui a tant fait pour le succès actuel de Toyota.

BRUXELLES PASSE À L'OFFENSIVE

La préférence européenne fait peur à la Chine

La volonté de Bruxelles de renforcer la "préférence européenne" dans l'industrie, commence déjà à susciter de vives réactions à l'étranger. La Chine a ainsi dénoncé les projets de l'Union européenne visant à favoriser les productions locales, estimant qu'ils pourraient remettre en cause les règles du libre-échange et restreindre l'accès des entreprises étrangères au marché européen. Le changement de paradigme de Bruxelles, qui a enfin décidé de muscler son jeu au chapitre de la préférence européenne concernant la production industrielle, ne fait évidemment pas les affaires de la Chine, qui l'a fait savoir ces dernières heures. L'empire du Milieu a ainsi battu en brèche les propositions de Bruxelles pour soutenir la production industrielle européenne, y compris automobile, en dénonçant ce jeudi une atteinte aux principes du libre-échange. "Cette proposition, par l'introduction d'exigences de contenus Made in Europe, de dispositions obli-



gatoires en matière de transfert de technologie et d'un examen rigoureux des investissements étrangers, remodelerait considérablement les règles d'accès au marché au sein de l'UE", a déploré dans un communiqué la Chambre de commerce chinoise auprès de l'Union européenne. La Chine, toujours prompt à se po-

ser en victime d'un protectionnisme étranger, comme elle l'a aussi fait récemment avec l'Inde.

La Chine dénonce un modèle d'exclusion

Par ailleurs, la Chambre de commerce chinoise, qui représente les entreprises chinoises en Europe, es-

time que les mesures envisagées, si elles étaient appliquées, conduiraient l'économie européenne "vers un modèle plus protectionniste et d'exclusion", qui pourrait "nuire à la réputation bien établie de l'UE en tant que marché ouvert et fondé sur des règles".

L'Europe rappelle les conditions de Pékin

Pékin cache ainsi sous le tapis ses propres règles en matière d'investissement étranger à l'intérieur de ses frontières. Dans un récent entretien donné aux Echos, le vice-président de la Commission Stéphane Séjourné a pourtant rappelé comment se déroulent les investissements étrangers en Chine : "Pékin impose aux entreprises européennes un partenaire chinois obligatoire, limite leur participation à 40% et exige un transfert de technologie (...). Nos conditions sont même moins strictes que celles de la Chine". M. Séjourné faisait ainsi écho à la proposition de loi de Bruxelles sur le "Made in Eu-

rope", qui vise à relancer la production industrielle européenne et à mieux résister à la concurrence chinoise, en imposant à certaines entreprises qui bénéficient de fonds publics des exigences de contenus locaux.

Les partenaires de confiance pas concernés

Cette disposition de la Commission européenne - qui a défendu ses propositions en expliquant qu'elles s'inspiraient de règles protectrices déjà en vigueur dans plusieurs pays y compris la Chine -, prévoit en outre d'assimiler à des contenus européens les produits issus des partenaires de confiance et défendant des valeurs comparables de celles de l'UE, tels que le Royaume-Uni ou le Japon, sous réserve de réciprocité. Des critères qui excluent de fait la Chine des pays éligibles à ce dispositif, ce que conteste la chambre de commerce chinoise qui y voit un risque de "discrimination" à l'encontre de ses entreprises.

Mots fléchés

Fruits de l'hêtre		Vibrations		Peintre suisse (Paul)		Plaisir chez nos voisins		Elles volent en cas de disputes conjugales		Garçon d'écurie		Comité sportif international	
Louis IX de France		Injection dans une veine		Bagnole		Grand lac américain		couilles sibérien				Sanctionné	
										Ont-ils mangé la pomme de cette variété-là ?			
Habitantes d'un pays d'Asie										Petit ensemble de musique			
Profit													
							Sa source, pour le blanc, est le lac Victoria				Son aigu produit par la voix		Comté anglais
Relatif à la Haute Ecosse					Camarade ou plus que ça ?					Petite compagnie Puissant			
Epuisa					Fleuve français et rivière suisse					poison			
			Traces profondes dans les sentiers	Argon			On viole souvent son intimité					Recherches	
				Missive									
Altière	Dérobai						Sillons						
	Fréquente						Attribut d'un avocat						
					Lisières						Règle de dessinateur		
											Jadis c'était le bronze		
Carillonne						Film d'Alfred Hitchcock (les)							
Consacre						Valeur refuge							
					Fleuve russe bien connu des cruciverbistes			Pâturage	Abri douillet				Tamisée
									Aérodrome				
Bramer					Tanières								
Génisses dans l'ouest de la France					Esclave et gladiateur thrace								
						Se gausse	Relogea						
							Coeur						
Moitié d'une mouche													
Personnes qui parlent beaucoup				Supplier						Me représentai		Lieu couvert	
				Département français				Paras					
Tolère		Haridelles	Métamorphose	Répare							Béryllium		
											Grossir		
						Atome électriquement chargé		Fais					
Château de la Belle au Bois Dormant	Adverbe de lieu			Fluide gazeux qui est de moins en moins pur				Femme du rajah					Discipline de l'escrime
	Robe indienne												
				Tranquille, silencieux				Ancêtre de la radio				Poisson d'eau douce	
				Général confédéré				Étain					
Quatre font le plus heureux des joueurs			Culs						Sous-vêtement				
Arbres de nos régions			Négation										
						Chiffre			Poète hymnique				
Il haranguait les foules dans la Grèce antique					Erbium			Port d'Athènes					

Déstockage de plus de 2.400 tonnes de pommes de terre dans 4 wilayas du Centre

Plus de 2.400 tonnes de pommes de terre stockées dans des chambres froides ont été injectées sur les marchés dans quatre wilayas du Centre depuis la fin février dernier, a-t-on appris auprès de la direction régionale du commerce- Centre.



ACCIDENTS DE LA ROUTE 19 morts et 492 blessés en 48 heures

Dix neuf (19) personnes ont trouvé la mort et 492 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat avec 2 personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion survenu sur le CW 133 dans la commune de Hassi Delaa, précise la même source.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT L'ONU redoute 22 millions de morts évitables d'ici 2030

Les coupes sévères dans l'aide internationale au développement risquent de provoquer plus de 22 millions de décès évitables d'ici quatre ans, a alerté le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Volker Türk.

S'exprimant jeudi devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à Genève, lors d'une table ronde sur le financement du développement durable, Volker Türk s'est inquiété de cette inégalité, "force tranquille" qui décide du sort de millions de personnes dans le monde.

"Elle détermine qui mange, qui apprend, qui a accès au logement et aux soins de santé - et qui n'y a pas accès", a regretté le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme.

Ces constats se reflètent dans les réalités sociales mondiales : une personne sur quatre souffre d'insécurité alimentaire et une sur trois vit sans logement adéquat.

Selon M. Türk, plus de la moitié de la population mondiale travaille dans l'économie informelle, sans avoir accès à des congés de maladie payés, à des congés de maternité ou à d'autres formes de protection sociale. Cela est particulièrement vrai pour les femmes. Près de 60 % des femmes actives travaillent dans l'économie informelle. Ces déséquilibres dans l'accès au travail et à la protection sociale s'inscrivent dans un contexte plus large de fortes inégalités économiques à l'échelle mondiale. Au cours des 20 dernières années, les 1 % les plus riches ont accaparé 41 % de toutes les nouvelles richesses, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en ont reçu que 1 %.

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN ORIENT/MARCHÉ DU GNL

Une opportunité pour l'Algérie !

La recomposition actuelle des marchés énergétiques mondiaux, marquée par l'escalade militaire entre l'Entité sioniste, les États-Unis et l'Iran, ouvre une nouvelle fenêtre d'opportunité pour l'Algérie sur le marché du gaz naturel liquéfié (GNL). Les perturbations qui affectent les exportations de plusieurs pays du Golfe, combinées à la flambée des prix du gaz, pourraient en effet permettre à Alger de renforcer sa présence sur les marchés internationaux et d'accroître ses exportations.

Selon plusieurs analyses spécialisées, l'intensification des tensions au Moyen-Orient a provoqué des perturbations inédites dans les chaînes d'approvisionnement énergétique, poussant les prix du gaz à leurs plus hauts niveaux depuis près de trois ans. Dans ce contexte, plusieurs pays exportateurs cherchent à augmenter rapidement leurs volumes disponibles sur le marché international, notamment sur le marché spot. L'Algérie apparaît ainsi comme l'un des acteurs susceptibles de tirer profit de ces bouleversements. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la compagnie nationale Sonatrach chercherait à porter la production de GNL à son niveau maximal afin de tirer parti de la hausse des prix et de compenser les per-

turbations enregistrées dans certaines régions exportatrices, en particulier dans le Golfe. Des installations stratégiques au Qatar, notamment à Ras Laffan et Mesaieed, ont en effet été affectées par des attaques, entraînant l'arrêt temporaire d'une partie des exportations qatariennes et accentuant la tension sur les marchés. Pour l'Algérie, la configuration géographique constitue un atout majeur. Contrairement aux exportateurs du Golfe, les cargaisons algériennes ne transitent pas par le détroit d'Ormuz, une zone actuellement soumise à une forte pression militaire et maritime. Situées sur la façade méditerranéenne, les infrastructures algériennes offrent un accès rapide aux marchés européens, tout en permettant l'acheminement de cargaisons vers l'Asie en contournant les zones de tension via le cap de Bonne-Espérance. L'Algérie figure d'ailleurs parmi les principaux producteurs africains de GNL, avec une capacité de liquéfaction estimée à environ 25,3 millions de tonnes par an. Ce potentiel pourrait permettre au pays d'augmenter ses livraisons à court terme si la conjoncture internationale demeure marquée par les tensions géopolitiques et la hausse des prix. Les observateurs rappellent que l'Algérie

avait déjà profité d'une conjoncture similaire en 2022, lorsque la guerre entre la Russie et l'Ukraine avait provoqué une flambée des prix de l'énergie et une forte demande européenne pour des sources alternatives d'approvisionnement. Cette année-là, les exportations algériennes de GNL avaient atteint environ 10,2 millions de tonnes, contribuant à une hausse record des revenus des hydrocarbures du pays, qui avaient dépassé les 50 milliards de dollars.

L'Europe demeure aujourd'hui le principal débouché du gaz algérien. En 2025, la Turquie s'est imposée comme le premier importateur avec 3,14 millions de tonnes, suivie par la France avec 2,31 millions de tonnes, l'Italie avec 1,62 million de tonnes, l'Espagne avec 1,44 million de tonnes et le Royaume-Uni avec environ 640 000 tonnes. Ces chiffres illustrent la place stratégique de l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique de la région euro-méditerranéenne. Dans ce contexte de tension sur les marchés, l'Algérie pourrait également orienter certaines cargaisons vers des pays arabes importateurs, tels que l'Égypte, le Koweït, la Jordanie ou encore Bahreïn, afin de combler d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

S. R.

ALGÉRIE-TURQUIE

Tenue des travaux de la 3^e session des consultations politiques

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magramane, a coprésidé, vendredi à Istanbul, avec le vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, M. Musa Kulaklıkaya, les travaux de la troisième session des consultations politiques algéro-turques, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux parties ont salué "les liens histo-

riques et le niveau exceptionnel atteint par les relations algéro-turques au cours des dernières années", tout en se félicitant "des importantes étapes accomplies dans le renforcement du partenariat les unissant dans divers domaines, notamment économique et commercial", précise le communiqué. Ces consultations ont également permis "de passer en revue le calendrier des pro-

chaines échéances bilatérales et d'examiner les moyens d'en tirer pleinement parti afin de renforcer les relations de coopération et de partenariat, conformément à la vision et à la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan", ajoute le communiqué. Au cours de ces consultations politiques, "les deux parties ont

échangé leurs vues et analyses, conformément aux traditions de consultation établies entre les deux pays, sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier les développements de la situation dans le Moyen-Orient et les territoires palestiniens occupés, ainsi que la question du Sahara occidental et la région du Sahel", conclut le communiqué.

PÊCHE CÔTIÈRE

De nouvelles facilitations pour l'acquisition du matériel de pêche

Une nouvelle mesure entrera bientôt en vigueur et permettra aux professionnels de la pêche d'importer des moteurs de moins de cinq ans d'âge, destinés aux navires de pêche côtière, a annoncé le Directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la pêche, Miloud Triaa. "Cette mesure permettra de renforcer la flotte marine et de remettre en service les navires à l'arrêt", a affirmé M. Triaa à l'APS, notant que cette disposition sera publiée bientôt au Journal officiel. Il s'agit d'une facilitation accordée au profit des professionnels de la pêche qui s'ajoutera à une multitude de dispositions contenues dans la Loi de finances 2026, entrées en vigueur au début de l'année en cours, dont essentiellement l'autorisation d'importation

de navires de moins de 15 ans, permettant de dynamiser l'investissement dans la pêche hauturière, et l'exemption des droits de douane et l'application du taux réduit de TVA à l'importation de matières premières entrant dans la fabrication d'aliments destinés à l'élevage des produits aquacoles. Pour les grands bateaux de pêche, il a affirmé que de nombreux opérateurs envisagent l'acquisition de navires spécialisés destinés à opérer notamment dans les eaux d'autres pays partenaires de l'Algérie, dont la Mauritanie. Dans ce contexte, M. Triaa a annoncé un protocole d'accord de pêche avec la Mauritanie qui devrait être finalisé prochainement, notant que plusieurs cycles de concertation ont "permis d'aboutir à une réduction des droits d'accès de 30 %, puis à la conclusion, en

septembre dernier, d'un accord prévoyant une baisse supplémentaire de 50 %, ce qui devrait renforcer l'attractivité des investissements et encourager les opérateurs à pratiquer la pêche dans l'océan Atlantique". Selon le même responsable, l'objectif est d'atteindre un volume de 20.000 tonnes de ressources halieutiques provenant de la pêche en haute mer principalement en Mauritanie. En Algérie, "la priorité du secteur de la pêche est orientée vers l'augmentation de la production de plus de 50.000 tonnes en misant sur la pêche hauturière mais également sur l'aquaculture qui représente actuellement 7% de la production halieutique globale, avec un volume de 7000 tonnes produit en 2025", a affirmé le même responsable. Concernant la filière du thon rouge, le

directeur de la pêche au ministère a souligné l'intérêt du secteur à valoriser cette ressource à travers le développement des activités d'engraissement. Actuellement, l'Algérie exporte presque la totalité de son quota de thon pour l'engraissement et la revente, mais de plus en plus d'investisseurs nationaux souhaitent se lancer dans cette filière, a-t-il affirmé, ajoutant que la première ferme pilote d'engraissement a été créée par un opérateur privé à Tlemcen, avec une annexe à El Tarf. Il a précisé qu'il s'agit d'une phase expérimentale, affirmant que l'engraissement permet d'accroître les volumes exportables et la valeur marchande, tout en réservant une partie de la production pour le marché local et en assurant sa disponibilité hors saison.

APS